

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 26 MAI 1978 - N° 705

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

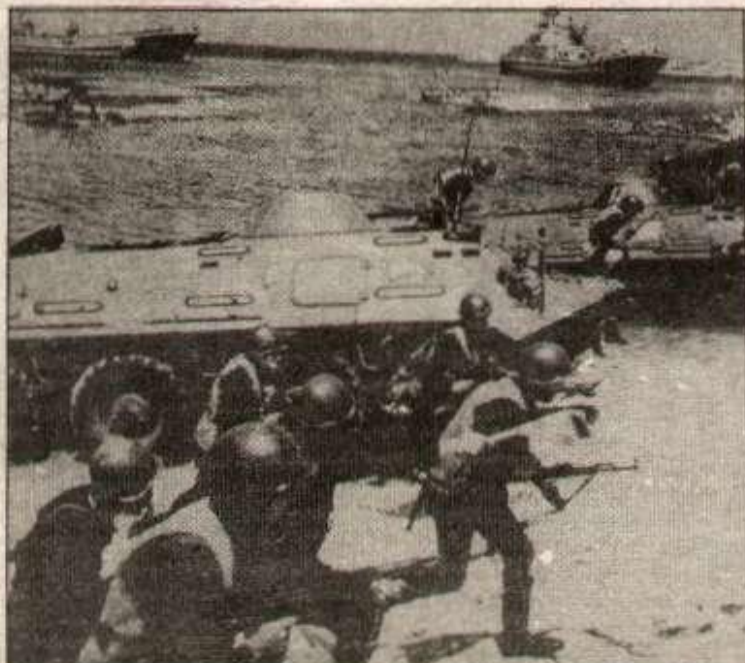
2, 00 F.

## ZAIRE l'enlèvement

- 2 paras tués mercredi
- Les paras resteront au moins 3 semaines
- Les USA cessent leur aide politique  
(Lire page 8)



## DISCOURS DE GISCARD SUR LE DÉSARMEMENT Brejnev et Carter dédaignent l'Assemblée extraordinaire de l'ONU



Les «marines» soviétiques entraînés sur le modèle des «marines» US

Jeudi après-midi, Giscard d'Estaing devait présenter son plan de désarmement. Les principes en sont connus depuis plusieurs mois : remise en cause de la domination soviéto-américaine sur les négociations sur le désarmement, exigence de mesures de réduction des armements effectives, d'abord de la part des superpuissances, mise en place d'un contrôle international efficace. Ces idées ne sont pas nouvelles, mais reprennent des propositions formulées depuis plusieurs années par des pays du Tiers Monde, qui ont imposé la tenue de l'Assemblée générale extraordinaire pour en discuter.

Tandis que Giscard se saisit de cette occasion pour desserrer la pression de chacune des superpuissances sur sa politique de défense, les États-Unis et l'URSS manifestent un grand dédain pour l'assemblée de l'ONU. Ni Brejnev, ni Carter ne se déplaceront. Ils poursuivent leurs discussions sur les accords SALT, refusent d'abandonner la co-présidence de la conférence de Genève, d'accepter le contrôle de leurs armements et de les réduire. Avec le plus grand mépris à l'égard des pays du Tiers Monde et de tous les peuples du monde, ils entendent poursuivre leur course aux armements.

## Les flics de Chirac contre les Ukrainiens



La police de Chirac et Giscard a tenté brutalement d'empêcher les Ukrainiens de protester contre l'inauguration par l'ambassade d'URSS d'une statue de Chevtchenko, symbole de la lutte contre l'oppression de l'Ukraine. Ceux qui se réclament de Chevtchenko en URSS sont envoyés en hôpital psychiatrique. «Non à la russification», «Argentine, URSS, fascistes !», «Belgrade, mascarade». Les Ukrainiens ont fait entendre la vraie voix de Chevtchenko, celle de l'Ukraine opprimée par les «nouveaux tsars».  
(Lire en page 2)

## Atlas - Nantes : le PDG en chaussettes

Le PDG de l'usine Atlas, implantée dans une bourgade de Loire Atlantique, se souviendra du jour où il vint annoncer aux ouvriers plus de 200 licenciements. Ils l'emmenèrent en manifestation dans tout le pays, pieds nus, puis le «retinrent» à l'usine toute la nuit, malgré l'opposition des délégués. C'est la police qui vint récupérer le PDG, à l'aube.  
(Lire en page 5)

## Les Vosges en grève

Le groupe Boussac vient d'obtenir du tribunal un arrêt provisoire des poursuites. Ses créances seront donc bloquées pour trois ou quatre mois, en attendant qu'une solution soit trouvée. Pour le gouvernement comme pour le groupe Boussac, cette «solution» passe par des licenciements massifs. C'est contre cela qu'entend lutter la population des Vosges en grève vendredi.  
(Lire en page 5)

## Les manifestations du COBA violemment réprimées

L'équipe de France de football est arrivée en Argentine. Juste avant son départ, à Roissy, elle a même pu échanger quelques mots avec Giscard. Pendant ce temps, plusieurs manifestations organisées par le COBA des différentes villes de France ont été violemment réprimées par la police.  
(Lire en page 3)



# MAI 68 au jour le jour

## Dimanche 26 mai

Les négociations de Grenelle se poursuivent toute la journée et toute la nuit. On en sait encore peu de chose.

La journée du 24, fertile en événements, suscite toujours de nombreux commentaires, à la radio et dans la presse.

— Le discours de De Gaulle est rejeté par toute la gauche, qui réclame sa démission, et se déclare prête à prendre la place : «*Non au plébiscite, et non à de Gaulle*» (Mitterrand), «*le régime gaulliste doit s'en aller*» (Waldack Rochet).

— L'UNEF dénonce les brutalités policières du 24 mai, rejette sur la police l'entière responsabilité des incidents, appelle à faire du lundi 27 «*une grande journée nationale de manifestations*», pour «*une liaison encore plus solide entre les luttes universitaires, ouvrières et paysannes*».

— De nombreux témoignages attestent de la sauvagerie policière au cours des manifestations du 24.

### DANS L'HUMANITÉ

A propos des manifestations du 24 mai : «*Des agitateurs ont été amenés du midi à Paris se joindre aux bandes d'Occident et autres groupes fascistes. Certains d'entre eux ont été mêlés aux graves incidents de la nuit de vendredi à samedi*».

A propos de la manifestation du 27 (appelée par l'UNEF) :

«*Mise en garde*» (titre à la une de l'*Huma* du 27/5), «*Le PCF renouvelle sa mise en garde contre les manifestations décidées en dehors des organisations de la classe ouvrière. Afin de faire échec à toutes nouvelles provocations qui porteraient un grave préjudice au grand mouvement en cours pour les revendications et pour un gouvernement populaire et d'union démocratique, il appelle à ne pas participer aux manifestations organisées le 27 mai par l'UNEF*».

«*Sauvageot (président de l'UNEF) est très loin des aspirations et des préoccupations du monde du travail. Lequel préfère, bien entendu, trancher lui-même de ses propres problèmes, sans écouter des sermons plutôt... aventureux*». (*Humanité*).

Le PCF lance un appel aux intellectuels les mettant en garde contre «*l'utopie, l'anarchisme, l'impatience... Le verbiage pseudo-révolutionnaire et tout ce qui divise les travailleurs*».



### DE NOMBREUX TÉMOIGNAGES SUR LES BRUTALITÉS POLICIERES

«*A l'arrivée des premiers manifestants dans le commissariat, un «comité d'accueil» se constitue : une haie de policiers dans laquelle les interpellés sont introduits un par un, frappés du pied, du poing, de la matraque. Les manifestants, projetés dans la salle, étaient jetés contre les bancs, et sur les tables, où on continuait à leur taper dessus... Ceux qui restaient à terre étaient matraqués de plus belle. L'interrogatoire d'identité commença, mais les coups continuaient à pleuvoir sur ceux qui n'avaient pas la force de se tenir debout. Après seulement, les secouristes pouvaient évacuer ceux qui étaient de toute évidence gravement blessés. A un moment, je vis un agent casser des bouteilles par terre : «pour les aider à se relever plus vite». Un autre s'acharna toute la nuit sur des gens arrêtés avec une sorte de cravache en plomb torsadé. A 4 heures, ils amenèrent dans notre cellule un étudiant, il avait le tibia cassé d'un coup de matraque... Toute la nuit nous avons entendu des coups, des cris de douleur*».

(Un secouriste arrêté, Paris. (nuit du 24 au 25 mai), publié dans *Le Monde* (27 mai))

## POLITIQUE

Lors de l'inauguration de la statue d'un poète ukrainien

# CHIRAC EMPECHE LES UKRAINIENS DE MANIFESTER

«*Ce devait être une inauguration, ce fut une manifestation contre une ingérence culturelle de l'URSS en France. Insignifiante, mais lourde de sens : l'ambassadeur soviétique devait dévoiler officiellement le buste du poète ukrainien Chevtchenko, devenu le symbole de la résistance à la russification forcée de l'Ukraine par les tsars, anciens et nouveaux. Ces derniers n'hésitent pourtant pas à l'encenser, après avoir mutilé ses œuvres. La communauté ukrainienne révoltée par cette mascarade officielle expliquait : «On pourra saisir le sens du geste en se figurant que les Turcs érigent un monument à un poète arménien juste à côté de l'église arménienne de Paris».* Les flics étaient eux aussi au rendez-vous.

Un mini-bus arrive sur le boulevard Saint Germain. Il s'arrête devant l'ancien square de la Charité, rebaptisé en 1969 Tarass Chevtchenko. Sur le boulevard, des cars de gendarmes mobiles et de CRS. Sur le trottoir, des drapeaux jaunes et bleus, des banderoles : «*Libérez l'Ukraine*», «*Libérez Moroz*» (\*). Du minibus, descendent une trentaine d'enfants bien sages. A leur passage, les porteurs de banderoles crient : «*Ukraine indépendante*», «*Chevtchenko censuré par les tsars, censuré par Brejnev*». Les enfants regardent un peu effarés, lisent les inscriptions en russe. Un costaud les fait entrer rapidement dans le square, et le cordon de policiers se referme.

Les enfants sont ceux des fonctionnaires soviétiques en poste à Paris. Parmi eux, peut-être ceux de Tchervonenko, ambassadeur d'URSS à Prague avant le 21 Aout 68, aujourd'hui en poste dans le bunker du boulevard Lannes qu'est l'ambassade d'URSS. Parmi les manifestants, un peu plus tard, il y avait le jeune fils de Léonid Pliouchtch, lui aussi

Ukrainien. Ses grands parents sont en URSS et ils n'ont pas l'autorisation de venir voir leur petit-fils. Cela, les enfants du minibus ne l'imaginent sans doute même pas. Les manifestants étaient venus à l'appel des organisations de la communauté ukrainienne en France. Le square Chevtchenko, bordant l'église ukrai-

nienne est un peu leur propriété, puisqu'il fut baptisé à leur demande du nom d'un poète ukrainien du 19<sup>e</sup> siècle, toujours célèbre en Ukraine, parce qu'il avait été emprisonné par le tsar pour avoir dénoncé l'oppression de l'Ukraine, parce que certains de ses poèmes, ceux-là précisément sont «oubliés» par les anthologies de littérature soviétique, parce que ceux qui honorent sa mé-



Manifestation contre l'opération soviétique et la duplicité de Chirac (Photo Erik Saulnier)

moire publiquement sont internés dans des hôpitaux psychiatriques. Déjà en 1969, l'ambassade soviétique avait voulu reprendre à son compte l'inauguration, pour empêcher une manifestation publique des opposants ukrainiens. Ceux-ci avaient obtenu que les fonctionnaires soviétiques ne soient présents qu'incognito.

Plus tard, les organisations ukrainiennes avaient demandé à la ville de Paris de pouvoir ériger un buste du poète dans le square. Ils étaient sans nouvelle de leur demande quand ils apprirent le 17 mai 78 qu'un buste du poète serait bien placé dans le square, mais qu'il serait sculpté par un artiste officiel soviétique, et déposé par l'ambassadeur d'URSS. Entre temps, Brejnev avait rencontré Chirac.

La manifestation de mercredi était destinée à dénoncer l'opération soviétique et la duplicité du maire de Paris. Une cinquantaine de personnes étaient venues, certaines portant des chaînes au poignet. Visiblement, deux générations : les plus anciens se demandaient pourquoi Chirac, réputé anti-communiste avait ainsi cédé aux pressions soviétiques. D'autres, plus jeunes, n'avaient de toute façon aucune sympathie pour le maire de Paris et n'hésitaient pas à crier : «*Brejnev assassin, Chirac*

manifestants bouclés devant une porte cochère, rejoints par Pliouchtch sous les applaudissements. Alors que les officiels — parmi eux Frédéric Dupont, représentant de Chirac — ressortaient du square, un groupe de policiers arrache brusquement quelques banderoles. Des matraques sortent. Un policier des RG explique à un journaliste : «*en quinze ans de carrière, je n'ai jamais vu ça !*» Mais où était-il donc ? Les photographes sont aussi repoussés, à l'exception de ceux de la police et d'un homme en blouson photographiant consciencieusement les manifestants avec un Zénith made in URSS.

Les officiels une fois tous partis, la police disparaît à son tour, une petite manifestation parcourt le boulevard St Germain dans les deux sens. Les mots d'ordre ne cessent pas : «*Brejnev, fasciste, assassin !*», «*Brejnev, salaud le peuple aura ta peau !*», «*Argentine, URSS, fascistes !*», «*Brejnev, Pinochet, même combat !*», «*KGB = Gestapo !*», «*Belgrade mascarade !*». Devant le square, les gendarmes mobiles étaient toujours là, protégeant un buste en bronze devenu le symbole du mépris des peuples.

Eric BREHAT

(\* Moroz : historien soviétique condamné à 9 ans de camp en 66 pour avoir dénoncé l'oppression de l'Ukraine.

### Lettre de Ceyrac

Les centrales syndicales viennent de recevoir une lettre de Ceyrac, fixant les limites des propositions patronales. Ces propositions viennent après une première série d'entrevues CNPF - syndicats. Ceyrac se déclare prêt à discuter sur le système d'indemnisation du chômage, l'aménagement du temps de travail, la garantie des ressources et les retraites complémentaires. En ce qui concerne les salaires, Ceyrac estime que cette question ne peut être réglée qu'avec les fédérations professionnelles, et donc branche par branche. Il estime que les lois qui régissent le temps de travail sont «*trop rigides*», et qu'il faut aller vers un aménagement annuel. Ceyrac a par ailleurs fait parvenir aux fédérations le texte de la lettre qu'il a envoyée aux fédérations patronales. Il dit, entre autres que le relèvement des bas salaires ne pourrait intervenir au mieux qu'à la fin de cette année.

### Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

# PCF : DES SCIENTIFIQUES MÉCONTENTES

Vient de paraître dans *Le Monde* une nouvelle lettre de «contestataires». Il s'agit cette fois de scientifiques membres du PCF, qui, dans un fort long texte, entendent lancer un «cri d'alarme». Au centre de leurs préoccupations, la place des intellectuels et la fonction de la culture dans le PCF. «Le danger, écrivent-ils, existe, que, pour de très longues années, soient gâchées les relations des intellectuels et du parti communiste français».

Rien de bien nouveau dans les critiques ici formulées. La plupart du

temps, même, ce texte est très en retrait par rapport à la diversité et à la richesse des réflexions soulevées par de nombreuses lettres antérieures. Les signataires se contentent de demander «un débat encore plus large et plus démocratique», tout en soulignant par ailleurs que le PCF est le «parti le plus démocratique dans ce pays» et qu'il ne s'agit, dans son cas, que d'un problème d'adaptation aux nécessités de l'époque. Ce qui permet de passer outre à toute une série de problèmes soulevés par d'autres opposants, et même,

dans certains cas, de reprendre à son compte les réponses apportées par la direction.

De la même manière, il est assez difficile de «classer» les critiques soulevées par ce texte, dans la mesure où elle intègrent, de façon particulièrement atténuées, des objections des deux bords. Ainsi, on souligne que le «rôle des spécialistes», dans la conception des divers projets particuliers, est «trop souvent favorisé au détriment d'une ouverture sur la vie et sur les besoins ressentis par les travailleurs», mais c'est pour remarquer aussi-

tôt après que «la pleine utilisation de leur compétence est par ailleurs, entravée parfois par une certaine routine bureaucratique et par une conception utilitaire de leur rôle».

On voit donc qu'il s'agit de critiques essentiellement accommodantes. Est-ce pour cela que les signataires de la lettre, aujourd'hui au nombre de treize, et parmi lesquels figurent plusieurs membres de l'appareil du PCF, ne se sont pas associés à ce que l'on appelle le «manifeste des trois cents?».

## Conseil des ministres

### Projet de loi sur les plus-values

Le gouvernement a adopté un projet de loi sur la taxation des plus-values mobilières.

Un tel projet, d'une remarquable complexité, avait déjà été déposé en 1976, et s'était heurté aux vives critiques du RPR.

Le texte affirme vouloir faire une distinction entre les revenus spéculatifs et les autres.

Selon les termes du projet, une distinction est faite entre les boursicoteurs considérés comme occasionnels et les amateurs. Sont considérés comme professionnels ceux dont les revenus sont constitués pour plus de moitié par des revenus

d'actions et qui réalisent un grand nombre d'opérations d'achat et de revente chaque année. Ceux-là seront imposés suivant le régime général de l'impôt sur le revenu.

Si les revenus tirés d'opérations boursières procurent moins de la moitié du revenu, les intéressés pourront choisir entre le régime d'impôt sur le revenu et une imposition à 30 %.

Enfin, s'il s'agit de revenus faibles, ils ne seront pas taxés, ou, au-delà d'un certain taux, taxés à 15%.

Reste à savoir la valeur réelle d'un tel projet dans la pratique. Les moyens pour le contourner ne manquent sans doute pas.

# Chirac écrit une lettre à ses adhérents et une autre aux cadres de son parti

Le conseil politique du RPR qui regroupe les trente principaux leaders du RPR est convoqué pour le 7 juin prochain. Cette instance qui n'a statutairement qu'un rôle consultatif devra examiner la situation politique générale. A l'heure où cette réunion se tiendra, les militants et les cadres du mouvement auront déjà en leur possession depuis quelques jours la lettre que Chirac est en train de leur écrire. Celle qui est destinée aux militants fournit quelques indications sur la ligne qu'entend poursuivre le mouvement au lendemain d'une victoire de la droite. La défaite des partis de gauche nécessite en effet pour ce parti un réajustement de sa tactique puisque depuis plusieurs mois il orientait toute son activité en fonction de l'hypothèse inverse.

Ce qui s'est passé depuis les élections montre que les contradictions entre les deux principales tendances de la droite, l'UDF et le RPR, ne se sont pas amenuisées. Chacun a encore en mémoire la bataille pour le choix de l'Assemblée nationale pour l'ouverture à la gauche des présidences de commissions de l'Assemblée nationale, la révolte de Chirac et à sa suite, de

l'ensemble du conseil de Paris, contre le taux auquel l'Etat voulait fixer la contribution de la capitale à l'entretien de sa police, ou encore les réformes du protocole qui empêchent dorénavant le maire de Paris d'accueillir les hôtes étrangers à l'aéroport d'Orly... Ces quelques intrigues, inspirées de l'Elysée, s'ajoutent à une épurée de l'administration et des grands corps de l'E-

tat ce qui se fait au détriment des fonctionnaires ex-gaullistes.

#### RESISTER A L'OFFENSIVE GISCARDIENNE

«Tous ces revers ne doivent pas nous démobiliser» affirme Chirac et il confirme que le RPR se fixe comme objectif, dans les années qui viennent, le million d'adhérents (le RPR en revendique déjà, la moitié). On sait que pour aller vers cet objectif, Chirac a renouvelé le personnel dirigeant de son mouvement «acceptant» le départ de Monod, faisant monter en première ligne un jeune député aux dents très longues qui lui est, tout dévoué, Devaquet et associant les parlementaires aux réunions du comité central dans le but de les contrôler plus étroitement. Contrairement à ce qui a pu être dit, il semble en revanche que Marie France Garaud et Pierre Juillet n'aient pas été écartés mais aient préféré retourner d'où ils venaient, de l'ombre, qui sied si bien aux éminences grises...

Autre objectif quantitatif fixé par Chirac : rassembler 30 % du corps électoral, ce qui signifie rien de moins pour lui que de gagner de 6 à 8 points d'ici les prochaines élections. Les prochaines élections ? Mais lesquelles ? Le RPR cherchera-t-il à se compter dès les élections européennes de juin prochain ? La lettre ne le précise pas, pas plus qu'elle ne donne d'indications dans un sens ou un autre sur les intentions du maire de Paris en ce qui concerne les présidentielles de 81.

En attendant, Chirac a annoncé son intention de se rendre dans toutes les

régions pour prendre contact avec les militants à la base, et il détermine quelques thèmes qui seront ceux de son mouvement dans les mois qui viennent.

#### «LES OBJECTIFS DU MOUVEMENT»

Il évoque, encore une fois, le vieux thème de la participation et annonce qu'il élabore une proposition de loi à ce sujet. Ne pas apparaître comme acceptant — à l'inverse de Giscard — le chômage, est aussi un de ses soucis affirme-t-il. L'Europe ajoute-il doit être «confédérale et indépendante». Cette liste se termine par une incitation à «la recherche d'un grand dessein national» qui rejette simultanément «le libéralisme mou» et «les blocages technocratiques».

Chirac annonce enfin la tenue d'un congrès à la fin de l'automne. On retrouve dans presque tous ces thèmes, la volonté de se distinguer de Giscard. Toutefois, force est de constater que cela ne suffit pas. Le RPR donne l'impression de tourner à vide, d'avoir mis sur pied une formidable machine devenue depuis le 19 mars démesurée. La seule perspective que Chirac peut offrir à son mouvement est celle de gagner davantage d'influence pour marquer plus de points lors des prochaines élections, en particulier par le jeu de la guérilla parlementaire, quand il le juge possible. Cette seule perspective est bien peu engageante pour un mouvement qui fait partie de la majorité tout en critiquant en permanence celui que celle-ci est censée soutenir.

François MARCHADIER

## Mundial : plusieurs manifestations réprimées par la police

Au moment où l'équipe de France s'envolait pour l'Argentine, plusieurs manifestations organisées par le COBA ont été violemment réprimées par la police, notamment à Nancy, Lyon et Dijon.

A Paris, la police est également intervenue comme l'explique un communiqué des COBA du lycée Henry IV, de la Sorbonne, de Jussieu, du Panthéon et de la Maison des Mines :

*Mercredi après-midi, les comités COBA du Quartier Latin ont organisé une action de masse aux angles des Bd St Michel et St Germain ; la pétition a reçu de nombreuses signatures, beaucoup d'affiches ont été vendues, de même que quelques brochures. Les passants étaient très intéressés et les discussions ont été enrichissantes ; il est incontestable que cette action a été une grande réussite. Mais sans aucune sommation, trois cars de flics, soixante environ, sont intervenus rapidement, déchirant les affiches, bousculant les personnes présentes, et embarquant même des passants qui discutaient avec nous. Malgré le caractère pacifique de l'action du COBA, et le fait qu'on était en train de plier bagages, ils nous ont emmenés au commissariat central du 5<sup>e</sup> arrondissement, ils nous ont gardés de 14 h 30 à 20 h. Il faut rappeler que la manifestation du COBA, prévue le 23 mai avait été interdite. Le gouvernement français a peur de la réussite indiscutable de la campagne du COBA.*

Conséquence limitée mais significative de cette réussite, l'attitude qu'ont dû adopter Hidalgo et les joueurs de l'équipe de France sur l'aéroport de Roissy, mercredi. Alors que leurs interventions jusqu'ici consistaient à rabâcher «ne mélangeons pas le sport et la politique», ils se sont engagés à demander des explications sur le sort de 22 français disparus en Argentine. Hidalgo ajoutant même qu'il «n'aurait pas été scandalisé si le gouvernement avait renoncé à envoyer son équipe ou s'il l'avait fait sous conditions».

**Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque**

## CFDT - PTT Rhône : exclusions confirmées

Le congrès de la fédération PTT de la CFDT du Rhône a confirmé l'exclusion des 20 militants du tri Lyon-Gare. 154 voix ont été pour l'exclusion, 128 contre. Dans un premier temps, le bureau départemental avait proposé de réduire le nombre des exclus de 20 à 5, ce que les exclus ont refusé. C'est un responsable de la fédération PTT qui est descendu tout exprès de Paris pour plaider en faveur de l'exclusion. A la suite de cette décision, les 20 exclus ont déclaré qu'ils souhaitaient organiser une réunion de toutes les sections, UL et syndicats qui les avaient soutenus. Par ailleurs, des adhérents de la section Lyon-Gare auraient décidé de démissionner de la CFDT, en signe de solidarité.

## LUTTES OUVRIERES

La direction CGT reconnaît

1,39 % en moins  
parmi les ouvriers

«La CGT tient bon», titre l'Humanité de mercredi, qui reprend une analyse faite par le secteur organisation de la CGT. A y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'en fait, il s'agit, pour les derniers mois, d'un recul assez sensible, y compris sur la base de l'échantillon choisi par les responsables CGT pour faire le bilan : «400 entreprises de plus de 500 travailleurs du secteur privé et regroupant 640 000 travailleurs».

Ce bilan précise que dans le collège ouvrier, la CGT recule, globalement, de 1,39 %, et tous collèges confondus, de 1,85. Cela sur l'année 77 ! Or, il semble bien que ce mouvement s'accroisse encore cette année, même si dans certaines entreprises, comme c'est le cas par exemple chez Citroën-Levallois, elle gagne des points.

La direction CGT ne nie pas ce recul, elle l'attribue à «la violente campagne tous azimuts qui s'est déclenchée contre elle, avant et après les élections législatives». Cette explica-

tion ne tient guère, puisque les résultats examinés sont ceux de 77 ! De toute évidence, ce recul a pour origine : «Cette question fait l'objet d'un examen attentif de toutes nos organisations, de telle sorte que tous les enseignements en soient tirés». C'est déjà ce qui était dit il y a quelques semaines, à l'occasion d'un autre bilan tiré dans la Vie Ouvrière. Or, de bilan politique, il n'y en a toujours pas. Il est pourtant certain que ce mouvement est dû à la ligne suivie par la Confédération, et en particulier à la mainmise du PCF. Chacun sait qu'après les élections, on a pu assister à de nombreuses démissions.

Dans ces conditions, on ne peut se contenter de parler d'approbation d'ensemble de la CGT par les travailleurs. L'échec de la récente campagne d'adhésion, les reculs nombreux aux diverses élections professionnelles, posent un problème sérieux, qu'il ne sert à rien de masquer !

Monique CHÉRAN

### Besançon : grave menace contre les libertés syndicales : un manifestant menacé de 5 ans de prison !

Besançon, les élèves de l'institut de formation des éducateurs spécialisés menaient une grève nationale au mois de décembre pour exiger le paiement de leurs études, notamment pour avoir un certain nombre de bourses : à Besançon, seuls 13 élèves sur 23 se voyaient finalement accorder des bourses et plusieurs manifestations ont donc eu lieu depuis à la direction de la main-d'œuvre et du travail pour demander l'obtention de bourses à tous. Rien n'étant obtenu, une nouvelle manifestation vient d'avoir lieu dans les bureaux de la direction du travail : la direction a appelé la police qui est venue, expulser les manifestants. Suite à cette expulsion assez violente, le directeur de la main-d'œuvre a porté plainte pour «voies de faits avec préméditation» contre un élève, un militant syndical CGT, Garcia. Le Tribunal de Grande Instance de Besançon a jugé vendredi dernier : s'il est condamné, l'élève ne pourra plus poursuivre ses études dans l'établissement de Besançon, puisque le règlement de ce dernier stipule que les élèves doivent avoir un casier judiciaire vierge. Le jugement sera rendu le 7 juin : ce jour là une manifestation aura lieu. L'élève risque en outre jusqu'à cinq ans de prison ! Si le jugement venait à être défavorable à l'élève, on voit qu'il serait extrêmement grave ! Aucune violence n'a eu lieu et on ne voit pas bien ce que signifie la préméditation ! Si la condamnation était effective, cela voudrait dire par le biais de la jurisprudence, que tout participant à une manifestation pourrait être condamné jusqu'à 5 ans d'emprisonnement !

**Achetez  
le Quotidien du Peuple  
tous les jours  
dans le même kiosque**

## LES CLAVISTES DU GROUPE AIGLES POURSUIVENT LA GREVE NON A LA DEQUALIFICATION

Après avoir déjoué les manœuvres de la direction qui tentait de faire reprendre le travail à l'équipe de jour, les clavistes du groupe Aigles sont à nouveau toutes dans la grève. La direction ne veut rien céder, ni sur la qualification ni sur la revalorisation des salaires. A ce jour les journaux du groupe, principalement le Dauphiné et le Progrès, sortent avec de multiples pages publicitaires, et de nombreuses photos. La plupart des articles sont communs aux différentes publications du groupe de presse.

Après la grève des jour-

nalistes CFDT, minoritaires dans l'entreprise (30 sur 400), les appuis font défaut aux clavistes en lutte. Majoritairement syndiqués à la CFDT et de fraîche date, elles ne semblent pas avoir intéressé le syndicat de la presse CGT. Le délégué CFDT de Chassieu ne se fait d'ailleurs pas prier pour dire que selon lui cette lutte n'a pas de chance d'aboutir : «Après la reprise, peut-être un accord serait négociable avec la direction». Cette attitude marque un mépris peu avouable pour ces «minettes» comme on les nomme, et renforce la position

du patron qui prétend que le travail effectué est déqualifié par rapport à celui des lino-typiques. Bien sûr, aux yeux de la direction corporatiste CGT, il n'y a plus dans ce travail, le prestige qu'avait la composition au plomb !

Mais le travail de nuit et la contrainte de suivre son texte sur les écrans des machines de photo-composition expliquent la fermeté des clavistes dans la lutte pour l'obtention de l'indice 175 qui les rangerait dans une catégorie de travailleuses qualifiées. Aux Assemblées générales chaque soir la discussion est inter-



ne et c'est à l'unanimité que mardi la grève était à nouveau reconduite.

Bernard PELO

Ets Chaudière (La Buffière - Vendée)

## 9 TRAVAILLEURS LICENCIES PAR L'EX-MINISTRE ANSQUER

● La Bruffière, petite ville du nord de la Vendée, déjà connue comme fief du député-maire Ansquer, ex-ministre de l'Artisanat et du Commerce, se singularise aussi pour la répression anti-syndicale toujours grâce à son seigneur et maître Ansquer.

## LES FAITS

Devant les irrégularités que commet la direction des Ets Chaudière, (PDG, Vincent Ansquer, député de la 4<sup>e</sup> circonscription de Vendée et ministre), les travailleurs décident de s'organiser. Fin décembre 77, avec l'appui de l'Union locale CFDT et du syndicat Habillement-Cuir-Textile, ils créent une section syndicale, forte de 39 adhérents sur les 65 personnes employées dans cet établissement.

Une demande d'élection de délégués du personnel et de délégués au Comité d'Entreprise est faite début janvier. Que se passe-t-il

alors ? Plutôt que d'organiser ces élections, la direction organise la répression.

Madame Ansquer, soi-disant PDG à l'époque, fait tout ce qu'elle peut pour refuser le protocole d'accord, et ce dans le but de gagner du temps, pour décourager les adhérents. Ce n'était que le début, puisque voyant qu'elle n'arrivait pas à démolir la section syndicale de l'entreprise, elle renvoie ses messagers à la solde du seigneur Ansquer. Ils sont chargés :

— de semer la crainte dans l'atelier pour voir qui est pour ou contre la CFDT et influencer les

gens à ne pas voter CFDT.

— De battre la campagne chez les parents des jeunes ouvrières, en menaçant celles-ci de licenciement, de fermeture de la boîte, si la CFDT passe aux élections et si elles restent syndiquées. Ils insistent auprès des parents de ces jeunes pour qu'ils les forcent à rendre leur carte CFDT, toujours sous menaces de licenciement !

...Malgré la répression, malgré le chantage, malgré l'intervention de l'inspecteur du travail, les élections ont eu lieu début février. Plus d'un mois pour obtenir ces élections, c'est long !

## RÉSULTATS...

Au premier tour, la liste CFDT ne passe pas. Au 2<sup>e</sup> tour la liste CFDT est toujours là, mais la direction présente ses hommes de mains qui obtiennent 2 sièges contre un à la CFDT au délégué du personnel et au Comité d'Entreprise.

Les élus CFDT veulent alors se faire entendre, ils veulent être reçus par la direction. Après plusieurs demandes, ils seront reçus 1 mois et demi après les élections du Comité d'Entreprise.

A cette première réunion, Mme Ansquer est la présidente du Comité d'Entreprise, elle refuse la désignation d'un secrétaire au comité.

Pour la réunion des délégués du personnel, la direction refuse le cahier de revendications.

2<sup>e</sup> réunion 1 mois plus tard, il n'y a toujours pas

de secrétaire, pourtant cette réunion est très importante.

Le président est Vincent Ansquer, en personne. Il annonce 9 licenciements de militants CFDT. Le Comité est appelé à voter les licenciements. La CFDT vote contre, mais les élus de la liste patronale votent pour.

La direction et ses collaborateurs ont bien réussi leur coup en se permettant de licencier 8 adhérents CFDT plus une autre personne.

Les camarades de la section CFDT tiennent le coup. Et nous devons les soutenir.

MANIFESTATION  
DE SOUTIEN

Le soutien s'exerça concrètement le vendredi 19 mai, la CFDT organisa un rassemblement suivi d'une manifestation dans les rues de Bruffière jusqu'au château du député-maire-patron.

La Bruffière n'avait jamais vu ça, 400 manifestants venus de toute la Vendée et de la région de Clisson aux cris de : «Ansquer, non aux licenciements», «Liberté syndicale», «Halte à la répression», «Ansquer salaud, le peuple aura ta peau».

Les ouvriers montrèrent leur soutien aux licenciés et leur détermination à faire respecter les droits syndicaux même à ceux qui font les lois.

Extraits enquête  
APL Ouest

## Grève à la SCET

Le personnel comptable (soit une centaine d'agents) de la SCET (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) est en action depuis plus de trois semaines pour :

— une revalorisation de leur emploi par un relèvement général et uniforme de leurs salaires.  
— l'embauche de plusieurs comptables afin de résorber la surcharge de travail et agir contre les heures supplémentaires s'effectuant même les samedis et dimanches.

Depuis trois semaines, deux directions régionales sont en grève illimitée, d'autres régions ont appuyé le mouvement par des arrêts de travail durant plusieurs jours.

Devant l'attitude négative de la direction depuis la fin avril pour ouvrir de véritables négociations, le personnel comptable de la SCET a décidé d'élargir la grève et d'occuper les locaux de la direction.

Communiqué  
Fédération Générale Services-Livre CFDT

# 26 MAI : VIVRE ET TRAVAILLER DANS LES VOSGES

● Le tribunal de Commerce de Paris vient d'accorder au groupe Boussac, à sa demande, une «suspension provisoire des poursuites». Les différentes créances du groupe vont ainsi être gelées pendant 3 mois, dans l'attente d'un plan de redressement. Ce suris ne règle absolument rien, compte tenu de l'imbroglio dans cette affaire. Annoncés aujourd'hui ou dans trois mois, les licenciements restent souhaitables dans l'esprit de la direction.

«Vivre et travailler dans les Vosges», voilà la volonté des travailleurs et de la population vosgienne, et c'est sous ce mot d'ordre que la journée de grève générale du 26 mai aura lieu.

Depuis l'annonce du refus par le gouvernement du plan Boussac, 3 issues possibles sont annoncées pour cet empire qui s'écroule. La 1<sup>ère</sup> serait la démission de Jean-Claude Boussac et la nomination d'un administrateur chargé par le gouvernement Barre faisant du premier le bouc émissaire.

La 2<sup>e</sup> serait la nomination d'un curateur qui proposerait un nouveau plan de restructuration qui serait en accord avec les projets de zone verte pour les Vosges.

La 3<sup>e</sup> serait le dépôt de bilan qui permettrait à Boussac de garder ses

entreprises rentables : les réseaux commerciaux en Afrique et aux USA, le patrimoine immobilier, les participations dans les affaires pétrolières, de vendre les boutiques Dior (Moët et Chandon est intéressé) vendre également l'Aurore à l'UDF et les haras de Jarny, de liquider ensuite les entreprises qu'il considère comme des canards boiteux, c'est-à-dire les filiales et tissages vosgiens et peut-être ceux du Centre aussi.

Quelle que soit la solu-

tion choisie c'est avant tout l'assassinat économique des Vosges qui est visé. D'ailleurs, ce n'est pas seulement Boussac : d'autres entreprises comme Peltex à St-Dié, Wanelle à Plainfaing, Maille Création à la Petite Raon ont déjà fermé. C'est pour cela que les syndicats CGT et CFDT refusent tout licenciement et toute reconversion comme le propose le plan Seguin (député RPR vosgien) : la journée du 26 mai peut être décisive dans la mobilisation des travailleurs vosgiens. Une manifestation aura lieu l'après-midi à 15 h devant la salle des fêtes de la Louvière. De 15 h à 17 h tous les commerçants d'Épinal de la vallée du Rabodeau, et probablement ailleurs baisseront leur rideau. L'action devrait avoir une grande

Le 20 mai a eu lieu une manifestation regroupant plusieurs centaines de travailleurs dans Cornimon contre la fermeture des établissements Didier (175 emplois) et les 350 licenciements qui ont déjà eu lieu à Cornimon en moins de 6 mois.

ampleur : des cars des établissements Boussac du centre de la France et du siège de Paris viendront également à Épinal. Cette journée peut constituer un rempli dans la lutte, et pour tous les travailleurs du textile elle continuera ensuite dans les usines pour défendre l'emploi et pour empêcher les patrons de déménager le matériel.

Corr. Senones



**Achetez  
le Quotidien  
du Peuple  
tous les jours  
dans le même  
kiosque**

● Les licenciements continuent un peu partout. Il y a les plans de restructuration chez Boussac, Terrin, les Tanneries Françaises bien sûr, mais le patronat licencie aussi jusque dans les villages les plus reculés du pays, dans différentes régions, et sans qu'on le sache toujours. C'est le cas à l'entreprise Atlas implantée dans la petite localité d'Issé, près de Chateaubriant, dans le département de la Loire Atlantique. Mais les travailleurs et travailleuses, comme on va le voir, ont décidé de ne pas attendre leur lettre de licenciement, pour agir.

Atlas, près de Chateaubriant, est une filiale du groupe Hutchinson (fabricant de pneumatiques) qui emploie environ 400 travailleurs. Depuis un mois, des bruits de plus en plus persistants faisaient état d'un plan de chômage important, puisque la moitié de l'effectif serait, selon ce plan, licencié à court terme : 211 travailleurs. Les ouvriers, dès qu'ils auront vent de ce plan, vont engager les débrayages : de nombreux ont eu lieu jusqu'à aujourd'hui. Que les ouvriers et ouvrières d'Atlas n'aient pas attendu l'annonce officielle des licenciements pour engager la lutte se comprend d'autant plus que le travail est plutôt rare dans cette région essentiellement rurale.

## LE CHÔMAGE, ET C'EST L'EXPATRIATION FORCÉE !

La semaine dernière, lassés de l'incertitude dans laquelle le patron entendait les laisser encore quelques temps, pour mieux les démobiliser, les travailleurs ont décidé de faire franchir un nouveau pas à leur lutte : mercredi dernier, ils organisaient une manifestation dans la localité et commençaient de faire la tournée des communes avoisinantes, pour faire connaître largement le mauvais coup se préparant contre eux. Mais ce mardi, les choses se sont encore accélérées : le PDG du groupe, en personne, est venu à l'usine d'Issé pour

Atlas à Issé (Loire Atlantique)

# LA MOITIÉ DE L'USINE MENACÉE DE CHÔMAGE

Chemin de croix pour le PDG

assister à la réunion du comité d'entreprise, en vue de présenter cette fois officiellement le plan de restructuration. Son projet était uniquement de confirmer les licenciements, sans préciser nominativement quels travailleurs étaient sur la liste. Il s'agissait une fois encore, et jusqu'au dernier moment, de laisser planer le doute et de diviser les travailleurs.

Malheureusement pour le PDG, cette tactique allait être quelque peu mise à mal. Vers 5 heures, il est «retenu» par les travailleurs qui exigent que la liste nationale des licenciés leur soit communiquée. Le PDG refuse.

## UNE NUIT A L'USINE POUR LE PATRON

Pas longtemps : les travailleurs sachant, de différentes manières, se montrer persuasifs, le PDG doit finalement satisfaire à la demande des travailleurs et communiquer les noms. Les choses toutefois n'en restèrent pas là, contrairement à ce que croyait le PDG : celui-ci allait être emmené par les ouvriers à travers toute la localité et contraint de s'arrêter devant la maison de tous les travailleurs menacés de licenciement ! La balade, effectuée pieds nus par le patron, durera sept kilomètres.

De retour à l'usine, le PDG va continuer d'être retenu jusqu'à 2 h 30, mo-

# LES SYNDICATS DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE ECRIVENT A BARRE

Les syndicats CGT, CFDT, et Autonomes des Services du Premier ministre viennent de faire parvenir à Raymond Barre, la lettre ouverte que nous reproduisons ci-dessous, à propos des non titulaires employés massivement par ses services.

Monsieur le Premier  
Ministre,

Les syndicats et le personnel d'un de vos services, la Documentation Française s'adressent aujourd'hui à vous. Nous entendons en effet relever certaines contradictions entre vos affirmations et la réalité telle que nous la vivons dans vos services.

En premier lieu, nous vous faisons remarquer que le nombre de non titulaires ne cesse d'augmenter : il atteint actuellement les deux tiers du personnel de la D.F. Les statistiques de la Direction de la Fonction Publique nous apprennent que vos services détiennent le record du pourcentage de non titulaires dans les administrations. Qu'en est-il donc de la volonté affirmée de réduire le nombre de non titulaires, grâce à la création de postes de titulaires ?

Mais nous voudrions

aussi attirer votre attention sur le sort des agents sur contrat (non titulaires payés sur recettes, catégorie propre à la D.F., assurant des tâches techniques) et sur leurs revendications : reclassements, élaboration d'une nouvelle grille d'évolution des carrières et d'un statut. Or, les reclassements proposés par la Direction ont systématiquement défavorisé les travailleurs manuels dont les salaires et la carrière sont déjà peu enviables. Est-ce que cela va dans le sens de la «revalorisation du travail manuel» que vous préconisez ?

Nous voudrions également que vos déclarations en faveur de la concertation soient suivies d'effet et se traduisent par la prise en compte des revendications syndicales.

Enfin, nous souhaitons que ces grands principes ne soient pas systématiquement contredits par l'action d'une de vos directions.

Corr. CHATEAUBRIANT

## 3<sup>e</sup> conférence sur le droit de la mer

La première partie de la septième session de la troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer vient de terminer ses travaux.

A l'ordre du jour de nombreuses questions dont en particulier l'exploitation des fonds marins, l'accès des pays enclavés aux zones de pêche de la zone économique, la prévention de la pollution marine. Sur ce dernier point de nombreux pays (petits et moyens) ont demandé la révision des articles existants qui restreignent dans une certaine mesure le droit des pays côtiers à exercer souverainement leur autorité et leur juridiction sur leur mer territoriale et sur leur zone économique exclusive... C'est à cette légitime aspiration que le représentant de l'URSS a tenté de s'opposer sous prétexte que cela créerait «des difficultés à la navigation internationale» ce pour préserver les intérêts de l'hégémonie sovié-

que. De nombreux pays du Tiers monde et pays européens se sont opposés à cette manœuvre (Tanzanie, Egypte, Maroc, Madagascar, Somalie...) Après les conséquences désastreuses de la marée noire de l'Amoco Cadiz le représentant de la France n'a pu faire moins que réclamer une amélioration de la législation pour la prévention de la pollution, et la protection du milieu marin de manière à infliger des sanctions à des navires étrangers en infraction et à effectuer une inspection à bord en cas d'infraction. Les représentants du Maroc et de l'Espagne ont défendu le principe que les infractions devaient être sanctionnées selon la législation de l'Etat côtier. Le représentant chinois a soutenu ces propositions en rappelant que les eaux territoriales étant placées sous la juridiction d'un pays, toute activité au sein de ces eaux devait être soumise à la juridiction de ce pays.

## L'affaire du transistor piégé 8 mois de prison avec sursis contre le garagiste de Troyes

Lionel Legras avait placé un transistor piégé dans sa résidence secondaire, souvent visitée par les cambrioleurs. Résultats : un voleur avait été tué, un autre blessé par l'explosion de cette bombe artisanale. Cité en justice (par le parquet et non par le voleur) le garagiste avait tenté de plaider «la légitime défense». Le tribunal correctionnel de Troyes a rejeté cette argumentation et le condamnant à 8 mois de prison avec sursis et 600 F d'amende. Quant au voleur blessé, le tribunal a refusé sa demande de dommages et intérêts pour la perte d'un œil et l'a condamné à 2 mois de prison avec sursis et 300 F d'amende, pour tentative de vol.

## Racisme : alerte au gaz dans un foyer de Belfort

Mardi, une forte odeur de gaz a attiré l'attention des travailleurs immigrés logeant dans le foyer Casmi de Belfort. Un groupe de locataires a averti à temps la concierge qui a fermé les arrivées de gaz. Vérification faite, il apparut que les 42 tuyaux d'alimentation des quatorze cuisines avaient été sectionnés. Cet attentat raciste vient s'ajouter à une liste impressionnante d'agressions perpétrées ces derniers mois contre des immigrés, dans la région.

## Chantier de Paluel (Seine Maritime) : les flics contre les grévistes 5 travailleurs hospitalisés

Les gardes-mobiles sont intervenus mercredi contre les travailleurs du chantier de la centrale nucléaire de Paluel, en Seine Maritime. Ceux-ci sont en grève depuis le 11 mai. Plusieurs travailleurs ont été blessés, et cinq ont dû être hospitalisés. A la suite de cette intervention policière, des travailleurs d'entreprises extérieures se sont joints à la grève.

## Odieux sadisme envers sa femme

# JEAN FERRY CONDAMNÉ A 20 ANS DE RÉCLUSION

● Les jurés de la cour d'assise de Bobigny ont suivi les conclusions du substitut du Procureur de la République : pour «complicité de viol et tentative de castration» sur la personne de sa femme Odette, Jean Ferry a été condamné à 20 ans de réclusion criminelle.

Il s'appelle Jean Ferry. Ce manutentionnaire de 39 ans, petit trapu et moustachu comparait devant les assises de Bobigny pour un crime horrible, mais s'il est quelque chose qui n'effleure pas ce personnage, c'est bien le remords. Trois ans après avoir odieusement mutilé sa femme Odette, il continue à se justifier en expliquant : «J'étais hors de moi quand je l'ai fait, M. le président».

Odette Ferry vient d'expliquer à la barre ce qui s'est passé le soir du 6 mars 1975 : «Je me suis opposée catégoriquement à des relations sexuelles et je lui ai dit que je voulais divorcer. J'ai alors senti un coup derrière la tête, je suis tombée. Ce sont les brûlures que j'avais à l'intérieur du corps qui m'ont réveillée. Du liquide verdâtre, mousseux coulait de moi. Il était là, qui prenait

son café. Il m'a dit : «Tu divorceras, mais tu ne pourras plus te remarier».

Après avoir assommé sa femme, Jean Ferry lui a versé un produit à déboucher les WC dans le vagin et le rectum. Brûlée par la soude caustique, Odette Ferry est, depuis, malgré cinq interventions chirurgicales, mutilée à vie sur le plan sexuel et sur le plan intestinal, les chirurgiens ont dû lui poser un anus artificiel.

Avant d'en arriver là, Jean Ferry a fait passer sa femme par tous les tourments de sa tyrannie domestique. Mariés en 1966 après deux ans de vie commune, ils ne s'entendent pas. Jean interdit à sa femme de prendre la pilule, ou de se faire ligaturer les trompes : six enfants naissent en six ans. «Il disait que les contraceptifs, ça permet aux femmes de tromper leur mari». Une jalousie qui le

conduit à vider les armoires et les tiroirs pour voir si elle ne prend pas la pilule, à surveiller ses faits et gestes, quittant son travail pour voir où se trouve sa femme. Il régit tout : les sorties des enfants, les courses, le budget. Quand sa femme se refuse à lui pour ne plus avoir d'enfant il la frappe avant de la prendre de force. Mais il y plus, le 2 février 1973, Jean Ferry arrive chez lui en compagnie d'un inconnu, baillonne sa femme et la fait violer par cet homme... en présence d'un des enfants. Le mois précédent, alors qu'Odette avait dit son intention de ne plus accepter sa dictature, il lui avait répondu : «Je te donnerai la leçon qu'un copain a donné à sa femme, je te ferai violer». Ce viol, Odette n'en a parlé à personne : «Mon mari m'avait dit qu'il avait pris des photos et qu'il les utiliserait pour qu'on m'enlève mes enfants».

A tous ces témoignages accablants, Ferry oppose une seule défense : «Elle ment». Il nie par exemple l'avoir frappée, alors que des certificats médicaux en

attestent. Il joue sur sa santé : «Je souffre d'hypertension. Je suis un grand malade. C'est dans mes crises d'hypertension que je devenais violent».

Même s'il tente de mettre ses «excès» sur le compte de l'hypertension (!), Ferry est visiblement convaincu d'être dans son «bon droit de mari». N'a-t-il pas déclaré à l'instruction à propos de ce qu'il a fait le 6 mars 1975 : «Et puis elle ne pourra plus cavalier».

Mais ce procès n'est pas seulement le sien. Odette s'était confiée à une assistante sociale qui n'avait rien pu faire pour elle, à la police qui n'avait pas voulu intervenir (sans compter que le mandat de dépôt contre Ferry n'a été délivré qu'un an après son crime) à un prêtre qui lui avait conseillé de souffrir en silence.

Odette a choisi d'aider les autres femmes à briser le carcan familial dont elle a connu les aspects les plus odieux, elle est devenue militante, puis permanente de «SOS femme alternative» au foyer Flora Tristan.

C.A.

## Sainte Geneviève des Bois La fête de l'Acafi sous le signe de l'amitié entre les peuples

A l'heure où, en France, le peuple palestinien est de plus en plus ouvertement attaqué, où le gouvernement, par les mesures Stoléro, essaie de faire porter la responsabilité de la crise aux travailleurs immigrés et à leurs familles encourageant ainsi les campagnes racistes, la fête de l'ACAFI, montre comment, dans un quartier populaire, peut se construire, l'unité entre travailleurs français et immigrés.

Cette fête, qui est déjà presque une tradition pour les habitants de ce grand ensemble vieux de dix ans, n'est pas la seule activité de l'Association Culturelle d'Amitiés Français-Immigrés. C'est le résultat d'un travail de longue haleine.

Les premiers liens se sont tissés, il y a quelques années, avec des travailleurs arabes pour la plupart, qui avaient mené une lutte sur un chantier proche de la cité. Ces liens se sont étendus par la suite au travers de soirées culturelles, dans l'animation des enfants, les séances d'alphabetisation auxquelles participent des résidents du foyer Sonacotra (foyer en grève des loyers depuis 20 mois).

Prolongement et mani-

festation au grand jour de ce travail, la fête annuelle est aussi l'occasion pour un plus grand nombre de se rencontrer, de participer à l'organisation, de faire la fête.

Les enfants étaient là, et les jeux, variés, ne suffisaient pourtant pas pour satisfaire tous les âges. Mais ils n'étaient pas séparés des adultes. Durant quatre heures, jeunes et vieux se sont pressés autour du «chamboule-tout» et ont rivalisé au jeu de massacre (Giscard, Bigeard et autre patron en ont pris plein... la figure !).

Ne pas séparer les enfants des adultes, regrouper autant que possible les différentes activités autour d'un même centre, donner son unité à la fête, n'est pas facile à réaliser. Un net progrès dans ce sens a été fait cette année. Ainsi les gens qui étaient à la bourse aux vêtements, ceux qui prenaient un verre autour du bar-buffet étaient tout près des musiciens et des chanteurs qui se produisaient à l'intérieur. L'Atelier populaire de chansons et Carlos Andreu ont su mettre l'ambiance. Rien à voir avec les artistes qui font leur numéro et s'en vont. Eux, ont joué, chan-

té, dansé avec la salle. L'orchestre de musique arabe du foyer Sonacotra a clôturé l'après-midi, au retour du match de football auquel il venait de participer. Ce sont eux déjà qui avaient terminé la soirée de samedi, où, dans le cadre de la fête, fut projeté le film bolivien «L'ennemi principal».

Un groupe d'enfants de la cité a présenté un montage de diapositives qu'ils avaient réalisé pour la fête, et les élèves de plusieurs écoles de la ville ont exposé des dessins faits en classe, à la demande de l'ACAFI, sur le thème de l'Amitié entre les peuples.

Une innovation cette année. Les associations amies de l'ACAFI étaient présentes, chacune par leur stand : l'UOPDP de Sainte Geneviève des Bois (qui faisait aussi signer la pétition du COBA), les résidents du foyer SONACOTRA en grève, l'ULCFDT, l'Association Médicale Franco-Palestinienne.

Fête populaire, fête de quartier, fête de l'unité entre travailleurs français et immigrés, cette manifestation a été une pleine réussite.

## Agression raciste à Melun

Samedi 13 mai, un travailleur algérien a été sauvagement agressé à Melun. Il était une heure du matin ; Mohamed Oundhechouai venait de sortir du café Le Dragon et se rendait à pied au foyer Sonacotra de Dammarie-les-Lys, dans la proche banlieue de Melun, quand il se rendit compte qu'il était suivi par une R 12.

Au bout de deux ou trois kilomètres, 5 hommes sont sortis du véhicule, se sont précipités sur lui et l'ont roué de coups de matraque et de barre de fer. A la suite de cette agression, Mohamed Oundhechouai a dû être transporté à l'hôpital dans un état grave : plusieurs blessures et un bras cassé.

Faut-il rapprocher cet acte raciste de la découverte il y a trois semaines du corps d'un autre travailleur algérien du foyer Sonacotra, trouvé noyé dans la Seine ? C'est la question qui se pose, compte-tenu de la présence sur Melun d'un groupe d'extrême-droite.

Correspondant Melun

# L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN AFRIQUE ET L'ENJEU DES MATIÈRES PREMIÈRES

● Si l'Afrique est aujourd'hui un enjeu important des rivalités des superpuissances ainsi que des autres pays impérialistes, c'est que ce continent, rendu instable par la fragilité de ses régimes et du fait des frontières héritées de la colonisation, recèle d'immenses richesses naturelles, pour la plupart non exploitées ou non encore prospectées : pétrole, métaux rares et précieux, uranium. Ces richesses jouent un rôle particulièrement important pour l'approvisionnement de l'Europe, que l'URSS, en compétition avec l'impérialisme américain, entend s'assujettir en prenant d'abord le contrôle du continent africain.

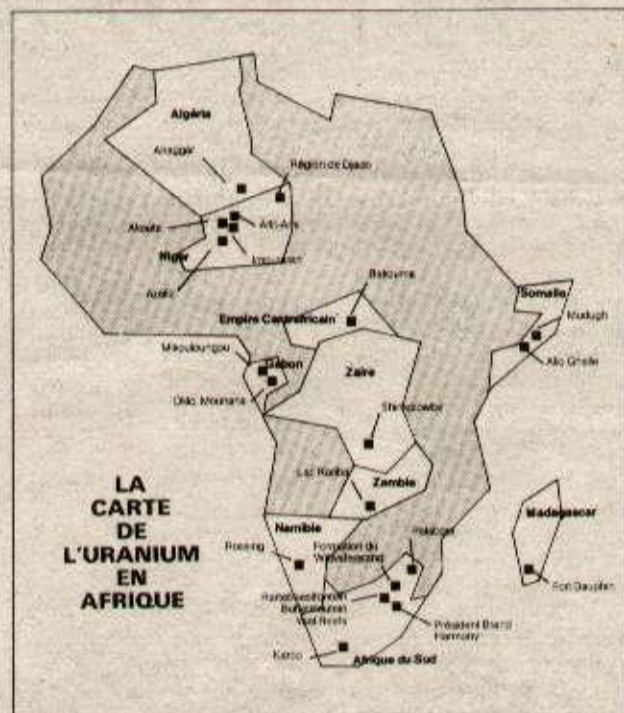
Les matières premières et les sources d'énergie que l'Afrique recèle en abondance, ont aujourd'hui une importance décisive pour le développement industriel et les industries militaires des puissances impérialistes. En ce qui concerne la France, l'uranium naturel constitue un enjeu particulièrement important, parmi la liste des richesses qu'elle entend exploiter en Afrique.

L'Afrique (de l'ouest en particulier) reste vitale pour les importations françaises dans le secteur traditionnel des produits agricoles qui ont été développés durant la période de la colonisation : les pays africains fournissent ainsi à la France un quart des importations de bois, 45 % des importations de café vert, 20 % du coton, 85 % de l'huile d'arachide.

organisme d'Etat (cf. encadré).

## URANIUM : 99 % DES IMPORTATIONS

L'impérialisme français, on le sait, fondé aujourd'hui sa politique énergétique essentiellement sur le développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire, donc sur l'uranium. La France qui importe d'Afri-



d'autres États (USA, RFA, Japon, Grande Bretagne, Canada) 287 043 km<sup>2</sup> en tout.

Au Gabon, la COMUF (Compagnie des mines d'uranium de Franceville) exploite déjà deux gisements. Le 1<sup>er</sup> mars dernier, un nouvel accord a été passé entre le gouvernement gabonais, la GOGEMA (filiale du CEA) et la compagnie japonaise PNC.

Au Centrafrique, le gisement de Bakouma a été découvert par le CEA qui a commencé les travaux et compte entamer l'exploitation. Mais un satellite américain a détecté une vaste zone de très fort magnétisme annonçant un gisement d'uranium énorme qui s'étendrait au tiers du territoire. Aussi, les États-Unis se sont mis sur

les rangs dès 1973, par l'intermédiaire d'Alusuisse, société suisse à capitaux américains. Les rivalités entre les USA et la France dans ce domaine ont eu des répercussions au plan des différentes péripéties et tentatives de coups d'État qui ont agité le régime de Bokassa.

Au Mali, la rivalité entre le Japon et la France pour la prospection d'uranium n'aurait pas été étrangère à la révolution de palais qu'a effectuée le président Moussa Traoré en se débarrassant de trois de ses ministres.

Des gisements d'uranium ont également été détectés au Tchad, particulièrement au Nord ; dans la région proche de la Libye et dans celle qui est contrôlée par les groupes du FROLINAT.

## Les recherches du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) en Afrique

Mauritanie : cuivre, plomb, zinc.  
Sénégal : cuivre, plomb, zinc.  
Cameroun : cuivre, plomb, zinc, bauxite.  
Gabon : cuivre, plomb, zinc, étain, fer, diamant, or.  
Togo : titane.  
Haute-Volta : bauxite, or.  
Côte d'Ivoire : bauxite, or, diamant.  
Mali : or.  
Zaïre : uranium, cobalt, cuivre, diamant, manganèse...

que (Niger et Gabon) 99 % de son uranium a entrepris une politique systématique de prospection et d'exploitation grâce à un organisme d'État, le CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique), qui a une activité analogue à celle du BRGM.

Au Niger, les réserves d'uranium se montent à plus de 100 000 tonnes. La France a entrepris des recherches dans le massif de l'Air et exploite par l'intermédiaire du CEA les premiers gisements. Mais le Niger a concédé pour la prospection à beaucoup

## Avec le Gabon : un accord de pillage

Accord signé le 12 février 1974 entre la France et le Gabon, concernant l'uranium, le thorium, le lithium, le béryllium, l'hélium, leurs minerais et composés : «*Le gouvernement de la République française considère la production de la République gabonaise des matières premières énumérées ci-dessus comme source pour son approvisionnement. Le gouvernement de la République gabonaise considère le gouvernement de la République française comme le premier de ses clients prioritaires.*»

En ce qui concerne le minéral de fer, le taux de dépendance de la France est de 25 %, principalement en provenance de Mauritanie. Pour les métaux non-ferreux, la France importe 9 % de sa bauxite du Cameroun, 45 % de son manganèse du Gabon, 9 % de ses phosphates du Togo et du Sénégal, 30 % de son cuivre du Zaïre, 9 % de sa chromite de Madagascar. La France poursuit une activité de prospection systématique dans de nombreux pays africains grâce au BRGM

## MEETING DES PATRIOTES MALIENS

● Samedi 20 mai, se tenait un meeting d'information sur la situation au Mali, convoqué par l'Association des étudiants maliens en France, l'Association de solidarité des travailleurs maliens en France et le comité de défense des libertés démocratiques.

Dans leurs interventions, les patriotes maliens ont dénoncé la mystification que constitue le coup d'État qu'a réalisé le 28 février dernier le président malien Moussa Traoré, en faisant arrêter son chef de la sécurité Bagayoko, ainsi que le ministre de la Défense et de la Sécurité et le ministre des Transports. En effet, la tentative du chef de l'État pour faire endosser à ces trois individus la responsabilité de la politique de corruption (détournement des fonds

d'aide pour la sécheresse), de misère et de répression menée depuis dix ans, n'est qu'une nouvelle tentative pour tromper le peuple malien.

Les patriotes maliens considèrent que les appels à la «*reconciliation nationale*» de Traoré, demandant aux Maliens d'«*oublier le passé*» ne peuvent être acceptés. En effet, le gouvernement n'a pas renoncé à une constitution de type fasciste, supprimant les libertés démocratiques. Il persiste à vouloir

embrigader les masses dans un parti unique contrôlé par le Comité militaire. Il n'a pas libéré les détenus politiques. Les patriotes maliens lancent un appel au peuple du Mali pour s'organiser indépendamment du régime et continuer la lutte pour la conquête des libertés démocratiques et contre l'impérialisme, en particulier l'impérialisme français.

Au cours de son intervention, un représentant de l'AFSPA (organisation de soutien aux peuples d'Afrique) satellite du PCF a fait un éloge du régime de Modibo Keita. Le régime de Modibo Keita depuis l'indé-

pendance jusqu'en 1968 avait constitué une tentative assez cohérente d'instauration d'un capitalisme d'État en Afrique de l'Ouest. La plupart des patriotes maliens présents ont violemment rejeté cette intervention qui constituait une ingérence dans les problèmes dont ils débattent et une manœuvre de division. Ils ont conclu à la nécessité d'une unification sur le bilan du régime de Modibo Keita dans le cadre de leurs organisations bilan permettant de faire avancer le débat sur le type de société que les patriotes souhaitent dans un Mali, débarrassé de la tutelle impérialiste.

## Conférence franco-africaine

- Impasse sur les problèmes économiques
- Force d'intervention africaine : il reste beaucoup à préciser

Dans le communiqué final de la conférence franco-africaine, une assez large place est donnée aux problèmes économiques et à la question de la coopération. Il y est mentionné notamment : «*La nécessité de voir se poursuivre et s'approfondir le dialogue Nord-Sud*». La conférence franco-africaine a également débattu de l'avenir des fonds de développement destinés à l'Afrique. De tous les projets dont Giscard a tenté de prendre l'initiative, il n'y

a que le «*fonds de solidarité africain*» associant les États francophones et la France qui fonctionne. L'accord pour ce fonds avait été signé en 1976. Quant au «*Fonds exceptionnel de promotion pour l'Afrique*», projet avancé par Giscard en 1976 et 1977 et qui devait associer l'Europe et l'Afrique sous l'autorité de la France, il est au point mort, car les autres pays impérialistes ne s'y sont pas intéressés. Le communiqué final de la conférence de Paris note que Giscard va «*poursuivre ses consultations*».

La conférence franco-africaine a «*enregistré*» également la contribution de la France à un programme contre la sécheresse.

Par là, il s'agit notamment pour l'impérialisme français de faire pièce aux États-Unis qui ont développé leur politique d'aide aux pays du Sahel, dans le cadre du «*club des amis du Sahel*». Mais «*l'aide*» des pays impérialistes ne résoudra pas les problèmes de la sécheresse dus avant tout au type d'agriculture que ces pays ont longtemps imposé et qu'ils continuent d'encourager : de grandes plantations de cultures d'exportations chassant les populations nomades vers le Sahel, et favorisant ainsi avec les déplacements de popula-

tion et les déplacements de troupeaux, la désertification. Au total, l'absence de perspectives précises dans le domaine de la «*coopération*» annonce la persistance et le développement de contradictions entre la France et les gouvernements africains, même si elles ne se sont pas exprimées publiquement à cette occasion.

Le communiqué reste vague sur la question de la «*sécurité*» de l'Afrique et de la constitution d'une force d'intervention africaine sous l'égide de la France, alors que ces points ont dominé la conférence. «*Les chefs d'État, dit le communiqué, ont rappelé avec force le droit à la sécurité de tous les États africains à l'intérieur de leurs frontières, quels que soient leurs régimes politiques. Ils ont exprimé le souhait qu'une concertation en vue de parvenir à une concrétisation de leur solidarité, intervienne à bref délai.*» Il est donc probable que, même si le principe de cette force est retenu, sa nature, son organisation, et particulièrement le rôle qu'y jouerait la France feront l'objet d'importants débats dans les pays africains concernés. Il faut signaler que pour le moment, les seuls chefs d'État qui ont approuvé publiquement ce projet sont ceux des pays qui subissent actuellement une intervention française (Tchad et Mauritanie) et ceux qui sont encore liés à la France par les accords de défense de 1961. Par ailleurs, la Guinée Bissau, le Cap-Vert, Sao Tome et Principe, le Congo n'ont pas participé à la conférence franco-africaine. Il est donc pour le moins prématuré d'affirmer que «*vingt pays africains*» ont approuvé le projet de Giscard.

J.P. CHAMPAGNY

## MOSCOU : PRISE D'OTAGES

Un homme a pris en otage deux personnes dans une compagnie aérienne proche du Kremlin. Alors qu'il se rendait, il a été abattu. Tous les clichés de l'affaire ont été confisqués par la police.

## TCHECOSLOVAQUIE CAR DÉTOURNÉ

Trois hommes ont détourné un car d'écolières en direction de la frontière de

l'Allemagne de l'Ouest. Au poste frontière le car a été pris d'assaut. Selon les douaniers bavarois, un des hommes a été tué et trois écolières blessées.

## ESPAGNE : ACCORD ENTRE LES PARTIS

Mardi soir, la commission parlementaire chargée de la préparation de la constitution a adopté le projet en adoptant en six heures les 25 articles en litige depuis 24 jours.

## Kolwezi : entre l'enlèvement et l'escalade

Deux légionnaires ont été tués dans la région de Kolwezi mardi soir. Les sanglantes campagnes de ratissage ne leur ont pas permis de contrôler la région. «Les rebelles réapparaissent une heure après notre passage», affirme les légionnaires à la presse. Selon le colonel Gran responsable de la coopération militaire avec le Zaïre, un délai de trois semaines serait nécessaire pour que les paras soient remplacés par une force africaine. Mais rien dans les décisions prises à Paris au cours du sommet franco-africain ne laisse prévoir qu'elle soit constituée dans des délais rapides; le président de l'OUA, Bongo, a déclaré qu'une telle force ne pouvait être décidée que par l'OUA.

C'est donc la perspective de l'enlèvement et de l'escalade qui s'ouvre pour le corps expéditionnaire français, au moins pour trois semaines. Barre semble le prévenir en déclarant «le gouvernement prendra les décisions qui s'imposent en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain». Les officiers paras sur place demandent avec force des renforts: «Nous ne sommes pas assez nombreux pour nettoyer le secteur... S'ils nous demandent de faire correctement notre boulot, qu'ils nous en donnent les moyens».

Après la récupération des Européens à Kolwezi, l'isolement de la politique

française s'accroît; les Américains ont cessé tout soutien logistique, transport de ravitaillement, livraison de carburant. A Paris, où il séjourne, Mobutu a reçu le premier ministre belge. Celui-ci a affirmé qu'il avait proposé au président zaïrois la constitution d'une force pan-africaine appuyée par la CEE destinée à protéger les Européens en Afrique. Mobutu lui a opposé ses propres conceptions de cette force.

Enfin le gouvernement algérien a dénoncé «le nouveau colonialisme français qui revient avec l'aide et à la demande de certains gouvernements africains». Concernant le Maghreb Boumédiène a déclaré «nous n'admettrons jamais le retour de l'armée coloniale, ou elle part, ou nous lutterons par tous les moyens pour que cette région reste aux Maghrébins».

L'opération de sauvetage du régime Mobutu, menée dans le plus pur style colonial, loin d'avoir garanti l'indépendance de l'Afrique, l'a bafouée. Du même coup les Russes qui assassinent en Erythrée et oppriment en Angola crient contre les Français pour faire oublier le bruit de leurs bombes, et parviennent à se faire passer pour soucieux de l'indépendance de l'Afrique qu'ils rêvent de piller, parce qu'ils s'opposent aux vieilles puissances coloniales.

## Chantage sioniste

# 13 JUIN : UNE ÉCHÉANCE MENAÇANTE ?

Les prochaines semaines pourraient se révéler décisives pour l'évolution de la situation au Sud-Liban, en particulier, en ce qui concerne le rôle des casques bleus. Car, en annonçant dimanche dernier, à la surprise de tous les observateurs, que ses troupes «pourraient évacuer» le Sud-Liban, le 13 juin, prochain, le gouvernement israélien entend sans doute, vu les contreparties qu'il réclame, peser sur la «mission» des forces de l'ONU.

En effet, il exige que ces forces interdisent toute présence palestinienne au Sud-Liban, moyennant quoi, dit-il, il retirerait ses troupes. Ceci au moment même où le ministre sioniste de la guerre, le général Weizman, vient de présenter un énorme projet d'implantation de colonies en Cisjordanie, terre palestinienne occupée.

Un communiqué du cabinet israélien, annonçant le retrait pour le 13 juin indique notamment: «Le conseil des ministres a autorisé le ministre de la Défense, M. Ezer Weizman et le chef de l'état-major, le général Eytan, à se mettre en contact avec les représentants de l'ONU pour établir les arrangements qui permettront:

- 1) que les terroristes ne reviennent pas au Sud-Liban;
- 2) Qu'il n'y ait plus d'attaques contre Israël et ses citoyens;
- 3) Que les habitants du Sud-Liban ne vivent plus sous la menace».

Les «arrangements», cela signifie pour le gouvernement Begin, que les «casques bleus» dont les effectifs doivent être portés prochainement à 6 000 hommes joueraient à fond le rôle de tampon pour empêcher les combattants palestiniens stationnés au Liban d'intervenir contre les troupes sionistes qui occupent leur patrie.

### LES PARAS FRANÇAIS ONT DÉJÀ FAIT LEURS PREUVES

Un certain nombre d'incidents, ces dernières semaines, ont montré que les forces de l'ONU ne s'en tenaient pas à une stricte «neutralité», et que ceux qui les commandent, comme le général Eskine, n'hésitent pas à les faire intervenir contre les tédayins palestiniens et les patriotes libanais, alors même que la résolution du conseil de sécurité réclamant le «retrait israélien immédiat», n'était toujours pas appliquée. Les autorités sionistes souhaitent un renforcement de cette «partialité» dont, les paras français, sous uniforme de

l'ONU, ont déjà commencé à faire preuve.

Une fois les soldats israéliens retirés, la force des Nations Unies devrait donc, selon Tel Aviv, jouer le même rôle qu'eux, en contraignant les villageois libanais et les réfugiés palestiniens de retour au sud, à renoncer à tout combat et à toute mesure d'autodéfense contre l'Etat sioniste. La seule force qui serait tolérée, serait représentée par «l'armée liba-



L'installation d'une colonie sioniste en Cisjordanie: les barbelés témoignent du sentiment d'insécurité des colons.

### UN PLAN DE COLONISATION MASSIVE

Le chantage auquel il se livre depuis dimanche, et

qu'il présente comme une preuve de sa «bonne volonté» peut être utilisé par le gouvernement israélien pour faire oublier l'intransigeance de sa position en ce qui concerne les territoires occupés, dont la Cisjordanie. En dépit des pressions de l'administration Carter qui entend ne pas se couper des pays arabes, notamment de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte, le gouvernement Begin n'a pas présenté le moindre projet de limitation ultérieure de la tutelle israélienne sur les territoires palestiniens occupés, depuis la guerre de 67.

Aux prises avec une pression américaine, concrétisée par la décision du sénat US de vendre des avions à l'Egypte et à l'Arabie Saoudite (sans oublier toutefois que les Etats-Unis se sont quand même engagés, dans un programme de dix ans pour la fourniture d'armes à Israël), le gouvernement

### LA RÉSISTANCE REFUSE LE CHANTAGE

La Résistance palestinienne qui entend intensifier la lutte armée, à l'intérieur des territoires occupés, n'entend nullement se plier au chantage israélien mettant en cause sa présence au Sud Liban. A ce sujet, l'OLP a clairement affirmé qu'elle n'acceptait la présence des casques bleus que pour autant que ceux-ci s'en tenaient strictement à l'application de la décision de faire évacuer les forces israéliennes. C'est en substance ce qu'avait notifié Yasser Arafat à Kurt Waldheim, le secrétaire général de l'ONU, lors de son récent passage à Beyrouth. Yasser Arafat avait souligné que la Résistance ne se sentirait plus liée par la résolution du conseil de sécurité et le respect de la présence des casques bleus, dès lors que ceux-ci se mettraient à jouer le rôle de tampon entre l'agresseur et l'agressé.

A l'issue de la réunion du comité central de l'OLP, à Damas, dimanche dernier, Farouk Kaddoumi, le chef du département politique de l'OLP a tenu à souligner que la Résistance palestinienne «rapportera tout le concours nécessaire à l'accomplissement de la mission de la FINUL à condition qu'il ne soit pas porté atteinte au droit de la Résistance d'être présente au sud-Liban».

### S'EN TENIR AUX ACCORDS DU CAIRE

Le comité central de l'OLP (intermédiaire entre le comité exécutif et le conseil national), qui réclame «l'aplanissement de tous les obstacles empêchant les forces palestiniennes d'opérer à partir de tous les fronts entourant la Palestine», a affirmé qu'il s'en tenait aux accords du Caire (1969) et de Chtaurah (1977). Ce qui signifie que l'OLP qui entend régler la question de sa présence au Liban, dans le seul cadre de négociations bilatérales avec l'Etat libanais, est bien décidée à conserver la liberté de mouvement indispensable à la poursuite d'opérations contre Israël, mettant en œuvre aussi bien les forces de l'intérieur que des forces stationnées au Liban.

Le gouvernement sioniste pour voir jouer aux casques bleus le rôle qu'il souhaite, compte sur la pression des grandes puissances, telles les Etats-Unis ou la France, aussi bien que des Etats arabes, qui ont cautionné la venue de la force de l'ONU. Mais par sa résistance au sud, l'OLP a déjà largement souligné, une nouvelle fois, sa détermination à poursuivre la lutte en toute indépendance.

## La Somalie demande l'exclusion de Cuba du groupe des non-alignés

La mission de Somalie à l'ONU a distribué la semaine dernière une lettre aux membres du groupe des non alignés aux Nations-Unies pour exiger l'exclusion de Cuba de ce groupe. Le gouvernement somalien y déclare: «Il est grand temps de se demander comment un pays qui, si ouvertement sert d'agent à l'Union soviétique, et méprise les principes de non alignement, peut garder son statut de membre du mouvement non aligné... Dépourvu d'industrie militaire, Cuba est devenu le soutien du mercenariat de l'Union soviétique. L'engagement russo-cubain a également fait de l'Afrique un nouveau champ de bataille pour la rivalité des super-puissances, ce qui inflige un coup au principe de non alignement dans son essence.»

### Mozambique-Corée

Au cours d'un voyage en République populaire démocratique de Corée qu'effectue actuellement le président du Mozambique Samora Machel, les deux pays ont signé un traité d'amitié et de coopération. Il est déclaré dans ce traité: «Les parties contractantes s'opposent à toute tentative des impérialistes visant à diviser un pays et à subjuguier et dominer d'autres peuples.» Ce traité exprime également le soutien du Mozambique à la lutte du peuple coréen pour une réunification pacifique en dehors des interventions étrangères.

## Manifestations palestiniennes à Tel-Aviv

Parce que les groupes sionistes veulent leur interdire de soutenir l'OLP, les étudiants palestiniens de Tel Aviv, Haifa et Jerusalem ont manifesté pour la liberté d'expression. «Nous reconnaissons l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Nous nous déclarons solidaires de l'OLP et de nos frères palestiniens», ont-ils déclaré dans des interviews. Sous le mot d'ordre «Chasser les arabes non seulement de Cisjordanie mais d'Israël!», des groupes sionistes ont tenté de leur interdire les accès aux campus.



● Le régime en crise de Kinshasa n'a que peu de moyens pour faire face aux conséquences de la dernière attaque lancée contre le Shaba, à partir de l'Angola : la production des mines de cuivre a été arrêtée ; il semble que les installations aient subi des dommages, et surtout, il est difficile d'envisager à court terme un retour des techniciens européens. Alors que le cuivre fournit avec le cobalt 85% des recettes du Zaïre et que les mines du Shaba en sont le principal fournisseur. L'«indépendance» telle que Mobutu l'avait planifiée entre 70 et 73 reposait sur d'énormes projets, installés par les occidentaux et financés par les devises du cuivre et du cobalt.

Cette politique s'est accompagnée d'une complète désorganisation de l'agriculture : seules ont progressé les plantations de produits industriels. Aussi, les villes ne sont plus approvisionnées par le Zaïre mais par l'étranger et la part des produits alimentaires dans les importations est ainsi passée de 1% en 1958 à 40% en 74. Cette faillite agricole s'est confirmée depuis 1977 ; les plans se succèdent, mais rien ne se met en place, pour l'irrigation par exemple.

Les revenus des paysans sont les plus bas d'Afrique : en 1976, le paysan zairois ne percevait pour l'huile de palme, par exemple, dont les exportations sont en régression régulière, qu'un tiers de ce que percevait le paysan gabonais. Fondée sur l'exportation des matières premières dont les occidentaux ont gardé largement le contrôle, l'économie zairoise s'est trouvée en pleine faillite. En 1977, tous les secteurs ont connu une baisse de production : d'après un document du département du Plan à Kinshasa, la production de sucre a baissé de 16,3 %, celle de bière de 15,2 %, celle de ciment de 10,1 %, celle de tissus de 40 %. L'arrêt, peut-être durable, des mines du Shaba pourrait signifier un effondrement total de cette économie.

### Le plan d'austérité du FMI

Une reprise en mains de l'économie zairoise par le FMI, s'est effectuée après la première guerre du Shaba. Aucune augmentation de salaire n'a été accordée pour 1977. Le salaire minimum légal (SML) au Zaïre est l'un des plus bas d'Afrique, équivalant à la moitié de celui du Congo, ou de la Mauritanie, et deux fois et demi inférieur à celui de la Tanzanie et du Sénégal, tandis qu'un chômage énorme sévit, alimenté par un exode rural permanent. La FAO estime que les disponibilités en nourriture sont nettement inférieures aux besoins des familles populaires. Selon un rapport du syndicat unique, le manoeuvre payé au SML devait travailler 5 jours en 1960 pour acheter un sac de manioc de 50 kilos ; il devait travailler 17 jours en 1976. En 1977, le rythme d'inflation a été de 40 à 50 %, selon le ministre zairois de l'Économie, les organismes européens, eux, retenaient un chiffre de 80 %. Le «remède» préconisé par le FMI est la famine pour les masses : entre août 1976 et août 1977, alors que les salaires étaient bloqués, le sac de manioc de 1,2 kilo est passé sur le marché de Kinshasa de 4 zaires à 12 zaires, le sac de 50 kilos de riz de 15 à 80 zaires, le kilo de viande de bœuf de 4,5 à 8 zaires.

### La démagogie de Mobutu : une tentative d'endiguer le mécontentement populaire

Après l'affaire du Shaba, en 77, Mobutu a tenté de répondre à la colère des masses dirigée contre la corruption de son régime. Dans son discours du 25 novembre 1977, il dénonçait «tous ces trafiquants, ces commerçants, se trouvant dans pres-

que tous les organes de l'Etat, qui ont fini par former une caste d'intouchables, véritables exploités de leur peuple». Il essayait de faire croire que les purges entreprises dans l'armée pour assurer sa position répondaient aux aspirations du peuple. Il annonçait des élections, mais dans le même discours, il ouvrait toute grande la porte aux étrangers qui désormais sont «libres de s'installer chez nous sans limitation d'activité ni de région géographique». Les causes mêmes de la situation vécue par les masses se sont donc trouvées aggravées.

du salaire. A l'office des Transports, les chauffeurs obtenaient des promesses d'améliorations dans l'entretien des véhicules souvent vétustes, et une augmentation des salaires.

Cette vague de grèves, outre qu'elle a remis violemment en cause le plan d'austérité du FMI, s'est déroulée entièrement en dehors du cadre syndical fixé par le régime. La démagogie de Mobutu a cherché à détourner ce mécontentement par le biais des élections et par l'installation de l'organisation de jeunesse dans les entreprises, où elle doit

furent bombardés au napalm ; les troupes marocaines, transportées par les «Transall» français, furent engagées dans des opérations sanglantes de «nettoyage» ; des villages comme Lumanga, Mbako, Muteba, Muey, Ndumb furent rayés de la carte. Les troupes zairoises dépêchées à la suite des Marocains et ne parlant pas la langue locale trouvèrent suspects tous les membres des ethnies de la région, les Lundas et les Tchokwe.

L'évêque de Kolwezi écrivait dans une lettre diocésaine le 26

Parmi les réfugiés en Angola, se trouvent également des réfugiés du Kivu, province à l'Est du Zaïre, où des bombardements intensifs ont également eu lieu l'an dernier.

### Le massacre d'Idiofa

Le 9 janvier 1978, une révolte a éclaté dans la zone d'Idiofa, province de Bandundu, proche de Kinshasa. Un comptable de l'administration a été tué par un groupe d'insurgés. Le village de Mulemba est passé entièrement entre leurs mains.

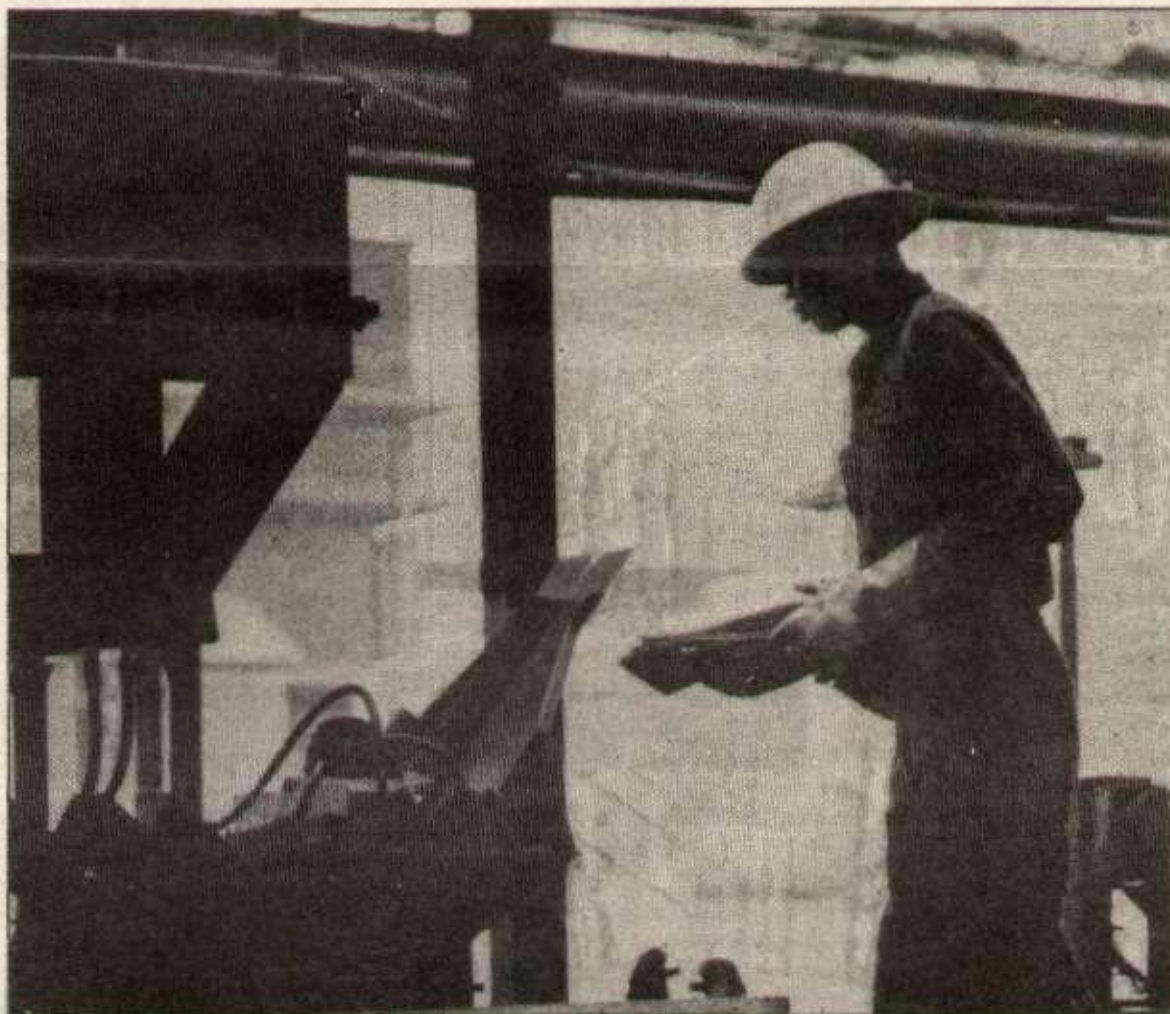
Selon les témoignages en provenance de la région, depuis décembre, des hommes disparaissaient, ils réapparurent à cette occasion : un «vieux sorcier» est accusé d'avoir organisé le mouvement de résistance, auquel se sont joints de nombreux paysans âgés. Le 14 janvier, les paras de Mobutu prenaient d'assaut le village de Mulemba, le village qui résistait, fut rasé, ses habitants massacrés, et la chasse à l'homme fut lancée dans toute la zone d'Idiofa. Tous ceux qui étaient soupçonnés d'avoir sympathisé avec le mouvement ont été passés par les armes, par groupes de 60 ou 80. Le 25 janvier, 14 chefs coutumiers de la zone furent pendus. Les villages d'Aten et Lukamba furent brûlés. Au total, il y aurait eu 2 000 personnes assassinées dans la zone d'Idiofa. Cette révolte est d'une grande portée, car elle révélait d'un seul coup au grand jour un très haut degré dans le mécontentement de la paysannerie qui a entraîné toute une zone dans une tentative de se débarrasser de la tutelle de Kinshasa.

Une formidable révolte couve ainsi dans tout le Zaïre contre le régime de Mobutu. La répression massive que ce régime a accomplie, et la misère qui s'est aggravée en ont encore renforcé les causes. Les forces constituées à l'extérieur afin de renverser ce régime haï ont trouvé ainsi des conditions favorables, leur permettant de détourner à leur profit cette révolte. À partir du mois de février, des patrouilles zairoises ont été attaquées sur la frontière de l'Angola. Mobutu envoyait alors des renforts au Shaba : des concentrations de troupes furent observées à Luashi à proximité des trois frontières Angola-Zaïre-Zambie. L'attaque du mois de mai se préparait, les forces soutenues par Moscou et Cuba étant assurées que Mobutu était encore plus impopulaire cette année que l'an dernier. C'est cette situation que le social-impérialisme est décidé à exploiter au maximum, en essayant de manipuler la révolte présente au Zaïre.

Grégoire CARRAT

## LA DÉCOMPOSITION DU RÉGIME MOBUTU

# Un régime haï par les masses



Ouvrier africain à Kolwezi. Les cadres sont Européens

### Vague de grèves

En 1976, une première vague de grèves avait éclaté, dans les mines du Shaba, et à Kinshasa, dans le port de Matadi. Elles avaient été brutalement réprimées. Au mois de juillet 1977, une nouvelle vague de grèves a éclaté, pour les hausses de salaires, dans les entreprises de distribution d'eau et d'électricité, la direction dut promettre une augmentation de 20 %, à l'Office d'import-export la promesse d'augmentation fut de 25 %, dans les banques de 25 %, aux brasseries de Kinshasa également des grèves ont lieu. En août 77, les manufactures de tabac étaient à leur tour en grève avec la Sedec (distribution), la Zamat (matériel). A la société générale de l'Alimentation, les ouvriers obtenaient 30 % d'augmentation et la suppression du paiement en nature d'une partie

être, selon le discours d'un responsable lors de l'installation de l'une des sections aux Usines Haroz (maroquinerie) à Kinshasa, «un instrument de travail et de référence dont peut se servir la direction générale pour rentabiliser l'action de tous les militants travailleurs». A la fin de l'année, les enseignants déclenchaient la grève générale : certains n'étaient plus payés depuis plusieurs mois.

### Shaba : la répression sanglante

Lors de la précédente attaque contre le Shaba, la répression contre les masses fut particulièrement brutale : alors que les unités venues d'Angola se repliaient en évitant le combat, les villages qu'elles avaient occupés

avril 1977 : «Dans plusieurs villages à partir de Lufupa vers Mutshatsha, notre armée zairoise a systématiquement décimé toute la population adulte et cela n'est plus un secret pour personne». Par villages entiers, les habitants quittèrent la province, fuyant vers l'Angola et la Zambie où vivent des membres des mêmes ethnies, notamment les Lundas. Jusqu'à la fin du mois de mai 77, les Mirages et les Aermacchi patrouillèrent sur les régions frontalières prenant pour cible ces colonnes de réfugiés. En septembre, les autorités religieuses du diocèse de Kolwezi estimeront que sur les 430 000 habitants de la zone de Mutshatsha, 150 000 seulement étaient de retour en septembre. Les organismes d'aide de l'ONU dénombrent 220 000 réfugiés en Angola en septembre, environ 100 000 doivent également avoir rejoint la Zambie.

# PROPOSITION DE RENCONTRE DE GROUPES FEMMES A CAEN

Après la rencontre nationale des groupes femmes de mars à Paris, et tous les problèmes qui s'y sont posés, nous avons discuté à Caen de l'urgence de tenir une réunion nationale de travail de FTL pour faire le point sur l'état des différents cercles, les problèmes qu'ils se posent, et permettre ainsi de fixer les perspectives de construction du courant FTL nationalement.

Nous proposons donc que cette rencontre de travail se tienne les 10 et 11 juin à Caen, car ça nous paraît important de la tenir le plus tôt possible si on veut avoir rapidement les idées plus claires !!

Comme ordre du jour, il nous paraît important de discuter de plusieurs choses :

1 Où en est le mouvement des femmes, la montée du féminisme dans les entreprises, l'état du courant «lutte de classe» et le bilan de FTL dans ce courant, donc un rapport général

discuté en AG samedi après-midi. Puis des commissions discutant plus sur la redéfinition de FTL, sa place, son rôle, ses bases, l'activité des cercles etc...

2 Dimanche matin : 3 commissions  
— thèmes d'activité et travail féministe dans les entreprises,  
— féminisme et mouvement syndical  
— problème du journal (quel journal, prochain numéro etc...)

3 Dimanche après-midi : AG de bilan.

Pour préparer la rencontre, il paraît important que les cercles écrivent des textes. Nous avons décidé de faire un texte sur le bilan de FTL et sa redéfinition. Il serait bien qu'il y ait un texte sur les axes d'activité dans les entreprises et sur l'intervention syndicale et aussi sur le journal !!! et des bilans !!! Ce ne sont bien sûr que propositions ! Nous aimerions avoir rapidement des réponses des cercles sur

ces propositions, ce dont les copines veulent bien s'occuper... de nouvelles propositions etc... et s'il y a accord avec la date, l'ordre du jour etc...

Si les copines veulent bien faire des textes courts disponibles à la rencontre !

Nous avons retenu 50 chambres et 90 repas !!! Nous aimerions avoir le nombre de copines par ville, qui viennent assez rapidement !!! Dès que nous aurons des réponses, nous vous ferons parvenir une circulaire avec le lieu exact et les modalités matérielles. (Pour les problèmes de fric du voyage et l'ensemble des frais, nous proposons de faire une périquation 100 F/copine, afin que les copines du sud ne paient pas trop cher !!!) On attend les réponses. A bientôt !

FTL CAEN

Anne BOUTHRY  
23 Bd des Alliés  
14 000 Caen

# UN ANCIEN LÉGIONNAIRE PARLE

Quand on a la chance comme nous de pouvoir prendre par hasard un stoppeur qui est ancien légionnaire français au Tchad, on peut aussi connaître le point de vue de ceux qui soutiennent les intérêts impérialistes dans cette partie de l'Afrique.

Très intéressé par les informations données à la radio par De Guiringaud qui expliquait que les troupes françaises étaient là-bas pour défendre et non pour attaquer, notre lé-

gionnaire s'est mis à rire en disant «que c'était déjà ce qu'on nous disait quand on est parti là-bas il y a deux ans. Mais qu'en fait toutes les opérations contre les rebelles étaient menées par les troupes de Légion ou françaises régulières».

Il nous a expliqué que l'armée de la bourgeoisie tchadienne était «bien faible», «divisée par des petits généraux qui essayaient de faire leur petit coup d'État à tout moment, quitte à

tirer dans le dos des troupes françaises ou de la légion au lendemain d'une opération commune contre les rebelles».

Quant au FROLINAT, il pense qu'il est si bien divisé par des différences tribales que la direction du Front n'arrive pas à unifier. Pour lui, c'est la faiblesse mais il reconnaît la puissance de la guerre populaire : «Ils sont forts, les paysans et leurs alliés car ils mènent la guérilla. Tu ne peux jamais savoir qui est rebelle ou pas, quand tu passes tu vois des paysans au travail, 5 minutes après, ils ont pris le fusil pour nous chasser».

La torture ? «Dieu merci, je n'ai pas eu à le faire, mais c'est normal de l'employer car il faut connaître les mouvements militaires des rebelles, il n'y a que la torture pour ça, car on ne les voit jamais. Une armée en uniforme classique, on la voit en mouvement, les rebelles, on ne les voit pas. Les rebelles sont bien renseignés en tout cas, car ils ne se sont pas trompés de cible en prenant F. Claustre, car son mari était chef de la torture côté État tchadien !».

Corr. Tonnerre

## A l'heure du Mondial

### Les étudiants iraniens : «Démonstrons l'utilisation du sport comme instrument de propagande des bourreaux au pouvoir en Iran et dans le monde !»

● Alors que l'équipe de foot d'Iran s'appête à participer au Mondial, les étudiants iraniens en France dénoncent l'utilisation démagogique que fait le Shah du football, ainsi que du sport en général, pour se présenter sous un jour favorable sur la scène internationale. Déjà, le 11 mai dernier, au lendemain du déclenchement d'une nouvelle vague de soulèvements en Iran, les étudiants iraniens avaient appelé au boycott du match «amical» France-Iran, qui se déroulait à Toulouse ce jour-là.

A ce propos, les étudiants iraniens tiennent à souligner :

«(...) Le sport, la culture et l'art ont toujours été aux mains des autorités iraniennes une arme de propagande pour le régime. Le public français est bien au courant de ces «festivités» organisées tout au long de l'année par les membres de la Cour et en particulier par la femme du Shah, et qui n'ont d'autre but que de donner une «image de marque» de l'Iran, c'est-à-dire masquer la dure réalité de misère et de répression de ce pays.

Cette fois-ci, avec la Coupe du monde, et la participation de l'équipe d'Iran à cette coupe, les possibilités de démagogie sont plus grandes. Le Shah ne veut pas être en retard sur Videla d'Argentine, cet autre dictateur sanguinaire qui a transformé son pays en un immense abattoir. Aussi, il a déjà envoyé les chaînes de télévision iraniennes transmettre en direct le match préparatoire du 11 mai, qui se déroulait à Toulouse.

A nouveau, les grands moyens sont utilisés pour retransmettre les images du Mondial, en Iran, à l'heure où les soulèvements populaires se succèdent de façon quasiment ininterrompue et que se prépare une nouvelle vague de grandes manifestations populaires contre le régime, pour les premiers jours de juin.

#### PAS DE SPORT POUR LES ENFANTS DU PEUPLE

Les étudiants iraniens dénonçant la situation faite au sport et aux sportifs en Iran, indiquent : «Dans un pays comme l'Iran, où la misère et la dictature la plus féroce règnent depuis près d'un quart de siècle (depuis le coup d'État d'août 1953), le sport, l'art et la culture ne peuvent avoir une chance de se développer. Aujourd'hui, le sport iranien se trouve dans une situation lamentable du fait de la politique réactionnaire et anti-populaire du régime du Shah. Il végète et régresse au milieu de l'indifférence criminelle des autorités, de l'absence de budget et de la

répression politique. Les écoles manquent de terrains et de stades ; les enfants du peuple sont obligés de s'exercer dans les rues. Le budget consacré au sport est, comme celui de la culture, dérisoire. Les sportifs amateurs souffrent terriblement de problèmes financiers.»

Outre ce décalage flagrant entre l'opération de «prestige» que représente pour le Shah la participation à des compétitions internationales, et la situation faite au sport pour le peuple, c'est avant tout les liens entre la répression politique et le sport dans leur pays, que tiennent à dénoncer les étudiants iraniens.

#### LA «PROMOTION SPORTIVE» DES AGENTS DE LA SAVAK

«La discrimination politique fait des ravages. Seuls ceux qui consentent à se vendre au pouvoir ont la possibilité de progresser et de survivre. Des gens comme Homayoun Behzadi, agent et tortionnaire de la SAVAK (police politique du Shah) sont promus à des places importantes, alors que des sportifs honnêtes vivent dans la contrainte et la peur. (...)

Les autorités essaient par tous les moyens d'acheter les sportifs qui viennent surtout du milieu universitaire. En plus des salaires élevés (pour les membres de l'équipe nationale), elles offrent des «facilités» de toutes sortes. Cependant, de nombreux sportifs honnêtes refusent la servitude et gagnent eux-mêmes leur vie. (...)

De nombreux sportifs très valables ont été écartés ou tout simplement éliminés pour leurs conceptions politiques ou pour le simple fait de n'avoir pas voulu servir d'instrument de propagande au régime. (...) L'exemple le plus flagrant de répression politique des sportifs est celui de l'assassinat de Gholamréza Takhti. Ce champion de lutte plusieurs fois médaillé or aux rencontres internationales, a été ainsi éliminé physiquement par des agents de la SAVAK (police du

Chah) dans des conditions mystérieuses, en janvier 1968.

Le régime fasciste ne pouvait pas supporter ce personnage extrêmement populaire, militant anti-impérialiste issu du peuple. Aussi il fut interdit du ring, puis de la salle de sport, avant d'être lâchement torturé et assassiné par les bourreaux du Shah. A la suite de l'assassinat de Takhti, l'entraîneur de l'équipe nationale ainsi que des journalistes qui avaient osé mettre en doute le «suicide» du champion, furent démis de leur fonction ou exilés à l'étranger. Le régime a maquillé en «suicide» la mort de Takhti, mais les 500 000 personnes qui assistèrent à ses obsèques, transformées en manifestations politiques, ont montré qu'elles n'étaient pas dupes. (...) La mémoire glorieuse de Takhti est toujours vivante pour dénoncer avec force la propagande officielle gouvernementale et l'utilisation démagogique qu'il fait du sport.

Aujourd'hui, les dictatures sanglantes à travers le monde font tout pour se donner un visage plaisant et acquérir un prestige devant l'opinion publique mondiale. C'est ainsi que la junte militaire fasciste de Videla en Argentine qui est un véritable bourreau du peuple de ce pays, accueille la coupe du monde dans son pays afin de détourner l'attention de l'opinion mondiale de la répression fasciste qu'elle exerce sur le peuple.

Le régime du Shah est maître en la matière. Bien que sa spécialité soit les festivités et «cérémonies culturelles», il ne renonce pas au sport pour tromper le peuple et l'opinion mondiale. Le régime du Shah qui a assassiné Takhti et éliminé de nombreux autres jeunes aspirant à un sport sain au service du peuple ne doit pas exploiter les rencontres internationales sportives pour cacher la répression et la misère en Iran. Ces propagandes contribuent à le renforcer et à lui permettre de prolonger son existence moribonde.»

Démonstrons l'utilisation du sport comme instrument de propagande des bourreaux au pouvoir en Iran et dans le monde !»

Informations transmises par l'Union des étudiants iraniens en France (membres de la CISNU)

## ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 25 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Ce diable d'homme. 4. les orages de Prusse (1749 - 1755)  
21 h 25 - L'événement  
22 h 35 - Ciné première  
23 h 05 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Formations politiques, Majorité : Le CNIPR  
20 h 00 - Journal  
20 h 50 - Le grand Echiquier, Printemps 78 : ceux de trente ans  
23 h 35 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Hommage à Roberto Rossellini  
22 h 00 - Le soleil noir, film français de Denys de la Patellière, avec Michèle Mercier, Valentina Cortese, Jean Topart.  
23 h 30 - Journal

Vendredi 26 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Bienvenue... au cinéma, émission de Guy Béart  
21 h 45 - Le roi se meurt, pièce d'Eugène Ionesco  
23 h 30 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top Club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les brigades du Tigre, série policière, dernier épisode : l'Ange blanc  
21 h 35 - Apostrophes, l'émission confronte deux générations d'écrivains, qui offrent la particularité d'appartenir aux mêmes familles.  
22 h 45 - Journal  
22 h 50 - Ciné club, Taking off, film américain de Milos Forman, avec Lynn Carlin et Buck Henry

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Le nouveau vendredi. Les mercenaires de la mer, Enquête et réalisation : Renaud Delourme. La catastrophe de l'Amoco Cadiz lui aussi battant pavillon de ce petit pays d'Afrique qu'est le Libéria, a soulevé avec acuité le problème des pavillons de complaisance.  
21 h 30 - Festival de Cannes 1978  
22 h 30 - Journal

## Palestine vit et résiste

فلسطين تقاتل وتعيش

1948

1978



## Avec le Groupe des Arts populaires de la Révolution palestinienne

(Chants, danses, poèmes, artisanat, spécialités palestiniennes) et le Dr Fathi Arafat, président du Croissant rouge palestinien

**Dimanche 28 mai de 14 à 19H**  
Mutualité 24, rue St Victor, Paris 5e (Mo Mambert Mutualité)Union générale des étudiants de Palestine  
Association Médicale Franco-Palestinienne

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale qui ouvrait l'ère de libération de tous les peuples opprimés, le peuple palestinien s'est vu imposer un nouveau joug colonial, parmi les plus implacables.

En 1948, l'installation de l'entité sioniste d'Israël sur la patrie palestinienne a dépossédé le peuple palestinien de son identité nationale en ne lui laissant d'autre choix que l'exode, l'occupation militaire ou les massacres.

Bien que fondé et maintenu par le terrorisme d'État, par des guerres successives dans la région et le soutien actif de l'impérialisme, Israël n'a pas pu détruire ni vaincre le peuple palestinien. Au contraire, face à ce complot impérialiste, celui-ci n'a cessé de renforcer sa conscience nationale, de développer ses organisations de masse, d'enrichir son patrimoine culturel.

Son existence s'affirme au monde par sa lutte armée et politique. C'est cette lutte qui frappe de plein fouet le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'Israël sioniste et raciste. C'est cette lutte qui permet aujourd'hui au Groupe des Arts populaires de la Révolution Palestinienne de venir à Paris nous apporter le témoignage de la vie bien réelle du peuple palestinien.

Venez nombreux applaudir les artistes palestiniens. C'est un combat important pour le peuple et pour nous.

Grenoble :  
rencontre avec le peuple palestinien

L'Association Médicale Franco-Palestinienne, l'Union Générale des Étudiants Palestiniens en France, l'Union Générale des Étudiants Libanais en France organisent

le samedi 27 mai à 15 h 30 au Stade de Glace une soirée rencontre du peuple palestinien : son folklore, sa poésie, son artisanat, sa culture, avec la projection du film : «L'Olivier», la troupe de danse nationale palestinienne en tournée européenne, le docteur Fathi Arafat, le président du Croissant Rouge Palestinien, les poèmes palestiniens chantés par Claude Antonioni et la musique par Mohamed Barki.

Communiqué  
de l'Union des Étudiants  
de Turquie en France

Une journée culturelle de Turquie est organisée par l'Union des Étudiants de Turquie en France le 28 mai à 14 h 30. Un montage poétique des œuvres de Nazim Hikmet par Jean-Michel Foucault, une pièce théâtrale «A la mine d'Alpagut» par un groupe d'étudiants et travailleurs participant actuellement au 2<sup>e</sup> festival international du théâtre libre à Berlin, des danses folkloriques, des chants populaires par le chœur de l'UETF et par la barde kurde Temo seront les principales manifestations de cette journée culturelle. Dimanche 28 mai à 14 h 30, Palais des Glaces, 37 rue du Faubourg du Temple. M<sup>o</sup> : République.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## Et l'acier fut trempé

136<sup>e</sup> épisode

De nombreux ouvriers ont demandé, après la mort de Lénine, leur intégration au Parti. Devant une assemblée générale de communistes et de sans-parti, ils racontent leur biographie...

— Raconte-nous ta biographie, Artem ! fit la voix de Sirotenko.

Il eut du mal à commencer, l'ainé des Kortchaguine, troublé de parler devant une foule aussi nombreuse. Pour la première fois, il sentit l'impossibilité de traduire tout ce que la vie avait accumulé en lui. Les mots venaient difficilement, et l'émotion en outre lui nouait la gorge. Jamais encore il n'avait rien éprouvé de semblable. Il avait nettement conscience d'arriver à un grand tournant, de faire à présent le dernier pas vers ce qui réchaufferait son existence rude et routinière et lui donnerait un sens.

— Chez ma mère, on était quatre.

Six cents personnes écoutaient en silence le grand ouvrier au nez aquilin, aux yeux enfoncés sous la frange noire des sourcils.

— La mère cuisinait chez des particuliers. Je me souviens à peine de mon père. Il ne s'entendait pas avec elle. Il s'en envoyait un peu trop dans le gosier. On vivait avec la mère. Elle n'y arrivait pas, avec toutes ces bouches à nourrir. Les gens la payaient quatre roubles par mois, nourrie, et elle trimait du matin au soir. J'ai eu la chance d'aller pendant deux hivers à l'école, où j'ai appris à lire et à écrire. Mais quand je suis entré dans

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

ma dixième année, ma mère n'a pas pu faire autrement que de me mettre apprenti chez un serrurier. Sans salaire, au pair, pour trois ans... Le patron était un Allemand, un dénommé Förster. Il me trouvait trop jeune, mais j'étais costaud, et puis ma mère m'a donné deux ans de plus. J'y suis resté trois ans, chez cet Allemand. Au lieu de m'apprendre le métier, on m'envoyait faire les commissions du patron et chercher de la vodka. Il se saoulait comme un porc... Je coltinai aussi du charbon, du fer... La patronne n'avait pris comme larbin : je vidais les pots et j'épluchais les patates. Chacun cherchait à me botter le derrière, souvent sans raison, comme ça, par habitude ; quand la patronne n'était pas contente de moi — elle était en rogne contre tout le monde à cause de son poivrot de mari — elle m'allongeait facilement une paire de claques. Je me serais bien sauvé, mais où aller ? A qui se plaindre ? La mère était à quarante verstes de là, et elle ne pouvait pas me garder... A l'atelier, ça n'allait pas mieux. C'était le frère du patron qui dirigeait tout. Il aimait se payer ma tête, ce salaud. Un jour, il me montre un coin à côté de la forge et dit : « Passe-moi la rondelle qui est là-bas. » J'y vais, j'attrape la rondelle, mais lui venait de la retirer du feu. Elle était déjà noire et n'avait l'air de rien, mais j'y ai quand même laissé la peau de mes doigts. Je criais de douleur pendant que lui gloussait tout ce qu'il savait. J'en

ai eu assez de cette usine à raclées et je me suis sauvé chez ma mère. Elle ne savait pas quoi faire de moi et m'a ramené chez l'Allemand, en pleurant. La troisième année, on a commencé à m'apprendre un peu le métier, mais les coups pleuvaient toujours. Je me suis sauvé à Starokonstantinov. Là, je suis entré dans un atelier de charcuterie, où j'en ai bavé pendant dix-huit mois à laver des tripes. Notre patron a bouffé son établissement et a disparu en nous devant quatre mois de salaire. C'est comme ça que j'ai quitté ce taudis. J'ai pris le train jusqu'à Jméréinka et j'ai commencé à chercher du travail. Heureusement qu'un gars du dépôt m'a pris sous sa protection. Ayant appris que j'avais déjà fait un peu d'ajustage, il m'a fait passer pour son neveu et a écrit une demande. D'après ma taille on m'a donné dix-sept ans et je suis devenu apprenti ajusteur. Ici, ça fait neuf ans que je travaille. Voilà mon passé. Ma vie ici, vous la connaissez.

Artem passa le bonnet sur son visage et respira profondément. Il lui restait à dire l'essentiel, le plus pénible pour lui, avant que la question soit soulevée par quelqu'un d'autre. Et, fronçant ses sourcils épais, il poursuivit son récit :

— On pourra me demander pourquoi je ne suis pas bolchévik depuis le jour où le feu s'est allumé. Qu'est-ce que je peux répondre à ça ? Je suis encore loin d'être vieux, et pourtant c'est seulement aujourd'hui que je trouve ma route. Eh bien oui, je n'ai rien à cacher. J'ai manqué le coche, j'aurais dû commencer dès mil neuf cent dix-huit, quand on a fait grève contre les Allemands. Joukhraï, le matelot, nous l'a expliqué plus d'une fois. Je n'ai pris le fusil qu'en vingt. Quand tout est rentré dans l'ordre et qu'on a flanqué les blancs dans la mer Noire, on s'en est retourné.

(à suivre)



## « ILS SONT EN TRAIN DE REPRENDRE L'USINE ! »

Après Grenelle, le 25 mai, s'engage, lentement au début, un mouvement de reprise qui s'accroît chaque jour sur le plan national. Ici, c'est le blocage, dans les négociations qui se déroulent d'abord à Paris puis le 6 juin à Montbéliard la direction a tout refusé. Le samedi 8, les syndicats organisent un vote qui dans des conditions très confuses, donne une majorité de quelques dizaines de voix pour la reprise du travail. Puis, l'après-midi, ils invitent à aller, hors de l'usine, au Champ de foire de Montbéliard, assister à un grand débat politique animé par les ténors locaux des partis de gauche, en laissant quelques gars aux piquets. Et, pendant que les travailleurs écoutent les disputes déjà électorales entre les orateurs, la direction envoie ses hommes de main évincer les ouvriers des piquets. C'est alors qu'au Champ de foire un travailleur seul, donne l'alarme « Ils sont en train de nous vider de l'usine ». Aussitôt les gradins se vident. Tous plantent-là les têtes d'affiche qui s'engueulent et foncent vers l'usine, où ils trouvent les portières réoccupées par les chiourmes et les cadres. La colère est grande. Certains pleurent, d'autres envisagent des actions désespérées, beaucoup crient à la trahison.

Profitant de l'écoeurement, la direction appelle largement à une première remise en route le lundi 10. Mais, pendant le week-end, des militants actifs de la grève refusent la reprise et sillonnent les routes de la région : « Lundi matin, il faut repartir en grève ».

## LA GREVE REPART

Le lundi 10, effectivement, la grève repart : un groupe se forme en atelier de carrosserie : « On ne reprend pas sur rien du tout ! » Avec quelques délégués, il se met en route pour défilé dans les ateliers. Derrière chaque porte, des directeurs, des militants du PC se cachent derrière leurs machines. Et à chaque fois, la manifestation grossit : partis à quelques centaines, ils se retrouvent bientôt 5 000. C'est là qu'ils voient arriver le responsable CGT : il a senti que le tournant est fait, que la grève est repartie. A l'arrivée de la tournée de l'après-midi, un meeting se tient à l'arrêt des cars, à la suite duquel l'occupation est votée à nouveau.

## PEUGEOT, APPELLE LES CRS

De son côté, la direction fait aussi son choix : la fermeté. Dans un communiqué, elle demande « à tout le personnel de se présenter devant les portes demain mardi ». Pour les faire ouvrir, elle fait appel aux CRS.

Jusqu'à maintenant, elle ne s'était guère manifestée : hormis

quelques provocations de petits commandos, Peugeot avait laissé passer la vague. Mais, la situation nationale a changé : la tendance est à la reprise. C'est sur cette tendance, martelée par les radios et la télé que compte la direction, et sur l'isolement de nombreux travailleurs.

Il y a une autre raison : la réoccupation de l'usine marque un tournant dans la lutte : Peugeot ne veut pas lui laisser le temps de se remettre en place.

En effet, après que les non grévistes qui restaient furent partis dans l'après-midi, se tient un nouveau forum. Si on recommence à y distribuer les tâches, le ton a changé. Les responsables syndicaux n'y sont guère à l'aise. Ce n'est d'ailleurs pas eux qui ont été à l'initiative de sa réunion, mais un certain nombre de travailleurs révolutionnaires, actifs pendant la grève et qui s'étaient opposés à eux dans le forum : plusieurs d'entre eux sont d'ailleurs élus dans le nouveau Comité central de grève. C'est la sanction du fait que les responsables syndicaux, en premier lieu ceux de la CGT ont perdu l'initiative, que la confiance des grévistes ne leur est plus acquise. Contrôleront-ils encore la lutte ? Ce n'est pas sûr. Déjà, cet après-midi, alors qu'un affrontement menaçait entre grévistes et garde-mobiles sur la sortie des non-grévistes, ce n'est pas eux qui ont réussi à l'éviter : les gars ne les écoutaient plus.

## 2 H : LES CRS INVESTISSENT L'USINE

A l'usine, on s'attend à cette intervention. En soirée, des travailleurs soudent les portières, préparent les lances à incendie. Mais ils manquent de moyens : tout le matériel de défense avait été enlevé la semaine dernière en prévision de la reprise. Pendant ce temps, un responsable CGT range ses affaires dans sa voiture. « Où vas-tu ? lui demande-t-on. « On a reçu de la visite, je reviens demain matin. — Pourquoi emmènes tu ton lit de camp ? »

Sans doute est-il bien informé. Quelques ouvriers sont allés faire le guet devant la caserne de Montbéliard où sont cantonnés les CRS. A minuit, un garde leur dit dans la conversation : « Ils se préparent ». L'équipe file à l'usine pour prévenir.

A deux heures les flics attaquent. Ils matraquent sauvagement le piquet de grève à la hauteur de la carrosserie, puis se mettent à remonter l'usine de l'intérieur, de part et d'autre de l'avenue centrale. La résistance est limitée devant le nombre des CRS. Au bout d'une heure, ceux-ci tiennent l'usine, les ouvriers se retrouvent dans l'avenue. Quelques blessés sont emmenés à l'hôpital.

Hors de l'usine les ouvriers ne renoncent pas. Ils harcèlent les CRS ; ceux-ci ripostent des toits

des postes de garde. C'est à ce moment qu'arrivent sur l'avenue, entre les bâtiments de l'usine, les cars de ramassage que la direction a remis en service. Il est 4 heures. A peine arrêtés, les cars sont accueillis par les CRS à coups de grenades offensives dans les portes. Aussitôt leurs passagers posent le sac et vont rejoindre leurs camarades.

Des barricades se montent, que les CRS chargent violemment avec les grenades lacrymogènes et des grenades offensives. Ils libèrent peu à peu l'avenue sur la longueur de l'usine. Mais des deux côtés, les ouvriers la bloquent : vers Sochaux, une grande barricade est érigée et du côté de Montbéliard ils tiennent l'avenue à la hauteur d'un passage sous rail. C'est là que les affrontements seront les plus violents : les travailleurs surplombent les CRS qui occupent la succursale Peugeot et les mitraillent de projectiles. Ceux-ci font la tortue avec les boucliers, puis tirent les grenades à hauteur de jambe.

## ACCULÉS, DES CRS OUVRENT LE FEU

A 7 heures, à nouveau des milliers d'ouvriers arrivent. Très vite, la bagarre grossit. La situation devient menaçante pour les CRS. Mais les directions syndicales forment une manifestation et l'emmènent à la sous-préfecture. Les CRS profitent de l'accalmie pour renforcer leurs positions.

La manifestation revient avant 10 heures et rapidement, attaque la succursale. Sous une pluie de projectiles les CRS reculent. Certains, ouvrent le feu : des ouvriers tombent, blessés : l'un d'eux, Pierre Beylot ne se relèvera pas : il est mort.

Aussitôt, la colère redouble : les ouvriers enfoncent les CRS qui s'enfuient rapidement vers l'usine. Un motard est mis à terre par une femme. Un CRS est semble-t-il, mortellement blessé à coups de barre à mine. Enfin, les manifestants bloquent un command-car, y mettent le feu après l'avoir vidé de ses armes, munitions, ses fusils que des militants syndicaux prennent et brisent sur le champ. Ils ont repris la succursale et avancé jusqu'à la bretelle qui contourne l'usine. Là, les gardes mobiles s'interposent, les élus parlementaires, Bouilloche en tête. Et, pendant qu'on entend des explosions du côté de Sochaux où les CRS reprennent la barricade, les travailleurs se dispersent peu à peu. Il est midi.

## « TOUS A LA BARRICADE »

A 14 heures, la foule est là, de nouveau, grossie des ouvriers des alentours qui ont débrayé. Rapidement, elle attaque les CRS retranchés dans l'usine. Ceux-ci ripostent violemment et chargent à coup de grenades offensives. Pendant ce temps,

## Peugeot Sochaux (2)

# LA JOURNÉE DU 11 JUIN

Par Frédéric CORDIER

## LA DÉBÂCLE DES FLICS

Et puis, à 19 h 30, c'est un premier armistice, une voiture sono annonce l'accord intervenu avec la direction : les CRS se retirent, les manifestants doivent en faire autant ; l'usine sera fermée jusqu'à la fin de la grève. Les CRS commencent à se regrouper, puis à s'organiser en convoi. Enfin, à 21 H, le convoi démarre vers Belfort. Tout le long du parcours, les CRS jettent les grenades sur des passants, des vitrines, des maisons. Tout le long, ils reçoivent des pierres. C'est le seul salut qu'ils reçoivent de cette population qui les hait.

Dans la soirée, sera mis à sac, le cercle Hotel Peugeot qui avait accueilli les CRS toute la journée, qui surtout accueille les réceptions insolentes de Peugeot à quelques centaines de mètres des ateliers.

Puis, vers minuit, les syndicats installent des piquets de surveillance aux portières de l'usine pour éviter tout incident.

La nuit s'est installée, et avec elle une lourde colère qui a gagné les travailleurs de la région. Ce n'est que 10 jours après, que l'usine ouvrira ses portes, après de nouvelles négociations.



Pierre Beylot, 24 ans, père de famille était à l'usine depuis 6 ans. Il fut tué par balles. Henri Blanchet avait 49 ans, était père de famille, et à l'usine de longue date.

Voici les deux ouvriers tués par les CRS ce 11 juin 68. Et avec eux, une centaine de blessés, dont une bonne partie furent hospitalisés. Deux seront amputés.

C'est le bilan le plus lourd de ce mouvement de mai-juin, si on le rapporte à la population concernée ; population dont plusieurs milliers sont au cours de la journée venus sur le terrain des affrontements ; beaucoup y ont participé.

Cette participation, les responsables du PCF ne peuvent l'admettre. Déjà pendant cette journée, Paganelli ne cessait de chercher, en vain, les jeunes éléments extérieurs ; aujourd'hui il écrit : « C'est notre tolérance, tout au long de la grève, qui a encouragé quelques communistes à céder à l'appel des « casseurs professionnels ». Le 11 juin, ces manipulateurs qui étaient venus de toute la France ont pu, plus facilement faire leur travail de provocateurs ».

Ces gens là ont beau se cacher les yeux, les faits sont têtus : quand on examine le témoignage indiscutable que représente la liste des blessés, ils s'imposent : tous travaillent chez Peugeot. Cette lutte contre les CRS est bien le fait des ouvriers de l'usine.

Plus largement, aujourd'hui, les travailleurs de l'usine dans leur ensemble considèrent cette lutte comme la leur, comme faisant partie de leur histoire. Tous aujourd'hui disent : « Chez Peugeot, si cela repart, ce sera plus dur qu'en 68 ».